

A bas l'axe Paris-Washington contre la Libye!

6 septembre -- Cinq mois après le raid de bombardement terroriste de l'US Air Force contre la Libye, le 14 avril dernier, ce pays vit à nouveau sous la menace d'une agression impérialiste. Reagan a mobilisé toutes les ressources diplomatiques, économiques et militaires dont il dispose pour *abattre Kadhafi*. Son émissaire spécial, le super-barbouze Vernon Walters, fait en ce moment la tournée des gouvernements de l'OTAN afin de les convaincre de resserrer l'étau du blocus décrété par Washington pour étrangler Tripoli.

En Libye, la CIA cherche à rassembler une opposition pro-occidentale et à inciter l'état-major de l'armée à renverser Kadhafi.

Tout ceci s'est accompagné de menaces de plus en plus précises d'agression armée directe. Fin août, deux porte-avions de l'US Navy, le *Forrestal* et l'*America*, participaient à un "exercice" aéronaval américano-égyptien au large des côtes libyennes. L'alliance antisoviétique entre Washington, Israël et les régimes arabes réactionnaires est devenue aujourd'hui

Suite page 5

Les porte-avions de la 6^e flotte sont les instruments du terrorisme d'Etat de Reagan. En avril dernier, des dizaines de civils libyens ont péri sous les bombes US.



La menace policière

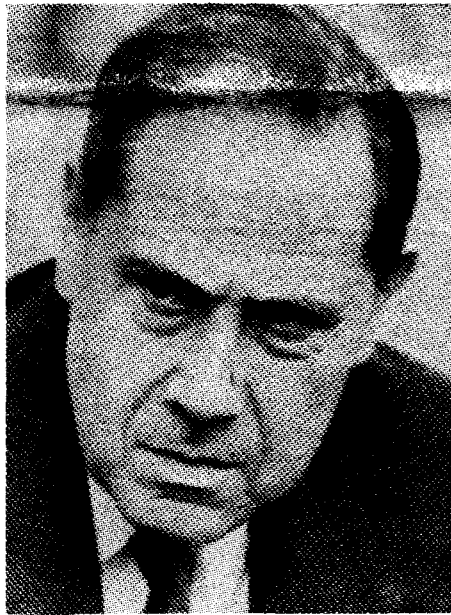
Emprisonnez les flics tueurs!

5 septembre -- Il n'y a pas eu de trêve estivale pour les soi-disant "bavures" policières. Le 31 juillet dernier, un jeune motard, William Normand, engagé à contresens dans une rue, était abattu par le flic Laignel à Fontenay-sous-Bois, dans la banlieue parisienne. Son assassin est inculpé de "coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner", tout comme le CRS Burgos, qui exécuta de sang-froid Loïc Lefebvre rue Mogador, à Paris, le 4 juillet.

Les partisans de Le Pen et de "Légitime défense", qui ont constitué un Comité de soutien aux tueurs Burgos et Laignel, ont tout lieu de se réjouir: les flics ont rétabli dans les faits la peine de mort, et pour les petits délinquants -- ou présumés tels. La méthode est simple: on tire d'abord, on vérifie ensuite. Un traitement de terreur réservé jusque là plutôt aux immigrés. Maintenant, quiconque commet une infraction au code de la route sait qu'il risque sur le champ l'exécution!

Reste qu'à la différence des gendarmes, les policiers n'ont toujours pas, légalement, le droit -- qu'ils sont en train de s'octroyer dans les faits -- de tirer après sommation sur quelqu'un qui n'obéit pas à leurs injonctions. Il faut qu'il y ait "menace physique grave". L'avocat de Laignel a donc découvert une "légitime défense subjective". Et, selon un scénario bien connu depuis la rue Mogador, les autorités policières ont bavé sur la victime pour couvrir la "bavure" de leur tueur. En fait, l'écran de fumée des "révélations" policières sur la "personnalité" de Normand cache une chose, elle bien vraie: un flic s'est une fois de plus institué juge, jury et bourreau!

Des couches de plus en plus larges de la population sont traitées comme des criminels en puissance, à la merci d'un gardien de l'"ordre" capitaliste, même si ce sont les travailleurs



Reuter

Le CRS Burgos tueur de Loïc Lefebvre. Pasqua-je-couvre.



Reuter

immigrés et leurs familles qui restent la cible principale. Après l'affaire de la rue Mogador, un avocat s'exclama: "Doter d'un arsenal militaire des CRS pour de simples opérations de contrôle d'identité! [...] Pourquoi pas, demain, remplacer les 'paniers à salade' par des AMX 30!" (le *Monde*, 20-21 juillet). Pour tout le monde, la véritable fonction de la police devient limpide. En particulier, celle des CRS et des corps tels que les brigades du métro, dont les révolutionnaires revendiquent l'abolition parce que ce sont des forces paramilitaires consacrées spécialement à la terreur antiouvrière et anti-immigrés et qui constitueraient les principaux points d'appui d'un "Etat fort", bonapartiste.

Les journaux bien-pensants et

la social-démocratie s'inquiètent du fait que la police est de plus en plus discréditée. Mais Pasqua profite de la tentative d'attentat dans le RER parisien du 4 septembre -- dernière manifestation d'un terrorisme aveugle et criminel qui serait d'origine proche-orientale -- pour appeler la population à la "vigilance": l'union sacrée soudée par une hystérie "antiterroriste".

LA POLICE ET LA PRESSE

L'émotion suscitée par la mort de Lefebvre et de Normand est loin d'avoir freiné la morgue policière. Dans la nuit du 1er au 2 août, un ingénieur de 59 ans, Victor Gallet, interpellé, est victime de sévices

dans un commissariat de Grenoble. Le 11 août, à Savigny-sur-Orge, dans la banlieue parisienne, M. et Mme Courtine, leur fils et son copain Thierry ont le malheur de se rendre dans le commissariat demander des explications sur les fouilles policières quasi quotidiennes dont les jeunes sont victimes dans le secteur. Ils n'en ressortiront que le lendemain, après une nuit de coups et d'insultes ("Enculés!", "Sales communistes!") Thierry, passera la nuit attaché avec des menottes à un radiateur.

Le 11 août encore, un travailleur malien, interpellé devant son foyer, finit dans un commissariat du 20^{ème} arrondissement parisien, où il est roué de coups et menacé d'un pistolet par les flics: "On a le droit de faire ce qu'on veut, le gouvernement nous le donne" (*l'Humanité*, 15 août).

C'est vrai. Ce gouvernement réactionnaire a mis tout son poids derrière ses flics. A peine revenu au pouvoir, Chirac déclarait le 23 mars: "[La police doit être] sûre de la détermination du gouvernement qui est bien décidé à lui donner les moyens d'agir et à la couvrir si par malheur un accident arrivait." Avec l'assassinat de Loïc Lefebvre, Pasqua ne s'est pas contenté de couvrir. Bien servi en cela par l'attentat survenu quatre jours après contre la Brigade de répression du banditisme, il a lancé une menaçante attaque contre "les journaux de gauche et la télévision" (!), traînant pêle-mêle en justice l'avocat de la famille Normand, le *Nouvel Observateur* et un responsable de SOS-Racisme. Et de dénoncer "la main d'une sorte de chef d'orchestre" (le *Monde*, 20-21 juillet). L'ombre de son prédécesseur, Marcelin, ce grand chasseur d'"ennemis intérieurs", plane.

Quand Pasqua enchaîne sur les "milieux contaminés" par le terrorisme, c'est une menace directe. Le 23 avril, deux journalistes et un photographe étaient interpellés et les locaux de *Liberation* et de *VSD* étaient envahis par la police, dans le cadre de la chasse aux sorcières contre les "sympathisants" présumés des "terroristes". Et malgré une épuration rampante des médias, le gouvernement ne sera pas content tant que la presse n'aura pas suivi

Suite page 10

Le Duan, artisan de la victoire vietnamienne

Le Duan, secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV), est mort le 10 juillet dernier à l'âge de 79 ans. Le Duan était le symbole d'une génération héroïque de cadres communistes, héritiers de Hồ Chi Minh, qui se sont battus durant six décennies contre la France, le Japon et finalement contre la barbarie génocidaire de l'impérialisme américain. Peu avant dans le même mois, le Vietnam a aussi perdu le général Hoang Van Thai, un chef militaire du combat de ce pays pour la libération contre les puissances impérialistes.

Le Duan, fils de charpentier, est né en 1907 dans la province de Quang Tri. Après avoir achevé ses études secondaires, il travailla comme employé des services de chemins de fer à Hanoï et contribua à organiser ce secteur stratégique du minuscule prolétariat vietnamien. En 1930, Le Duan prit part à la fondation du Parti communiste indochinois (PCI) au milieu de la rébellion anti-Français qui gagnait tout le pays. Le PCI chercha à transformer cette agitation nationaliste en une insurrection révolutionnaire, et organisa même des soviets à Ha Tinh et dans la province de Nghe An, la province d'origine d'Hồ Chi Minh. Mais la rébellion fut sauvagement réprimée par les Français, des milliers de militants de gauche furent exécutés et des milliers d'autres emprisonnés. Le PCI fut décimé et Le Duan envoyé aux fameuses "cages à tigre" de l'île pénitentiaire de Con Dao.

Relâché en 1936, Le Duan entreprit un travail politique à Huế. La France de Vichy ayant remis le Vietnam aux mains des Japonais, le Parti communiste indochinois se trouva, vers fin 1940, de nouveau à la tête d'une insurrection. L'insurrection fut encore une fois sauvagement réprimée. Le Duan passa près de cinq années de plus dans des cachots coloniaux, relâché seulement quand le PCI et le Viêt-minh, son front politique, s'emparèrent du pouvoir en 1945. Tout d'abord le Viêt-minh

fêta le retour des forces françaises "libres" et écrasa l'insurrection des travailleurs de Saïgon sous une direction trotskyste pour finir par être obligé d'entreprendre une guerre de huit ans contre ses anciens maîtres coloniaux.

En 1954, les Vietnamiens brisèrent définitivement les reins des Français à Diên Biên Phủ. Alors même qu'il



Hanoï, 3 février 1970 -- Le Duan prononce une allocution pour le 40^e anniversaire de la fondation du Parti communiste vietnamien.

contrôlait 85% du pays, le Viêt-minh subit la pression de l'Union soviétique et de la Chine et signa les accords de Genève qui divisaient le Vietnam le long du 17^e parallèle. La plupart des dirigeants du Viêt-minh se replièrent au Nord; le Sud était désarmé et virtuellement privé de direction, mais Le Duan prit la responsabilité du travail du parti dans le Sud. Les Etats-Unis remplacèrent les Français dans le Sud du Vietnam, empêchant les élections promises et mettant au pouvoir la dictature de Diem qui exécuta et emprisonna militants de gauche et travailleurs.

En 1956, une réforme agraire, organisée bureaucratiquement, provo-

qua des dégâts énormes dans le Nord. Pour rectifier la situation, Hồ Chi Minh devint le secrétaire général du parti et Le Duan fut rappelé au Nord pour assumer au jour le jour la responsabilité du comité central aux côtés de Hồ Chi Minh. En 1960, Le Duan devint premier secrétaire, et en 1976, après la libération du Sud, il devint secrétaire général,

poste qu'il tint jusqu'à sa mort. Etant donné ses liens étroits avec les cadres implantés dans le Sud, Le Duan combattit dès 1955 pour reconstituer l'organisation militaire communiste et, en janvier 1959, le comité central donna son approbation, posant ainsi les bases de la deuxième guerre d'Indochine contre l'impérialisme. Une fois que cette guerre fut entreprise, Le Duan dut mener un combat à l'intérieur de la direction du parti pour le développement d'une armée moderne capable d'offensives à grande échelle, stratégie qui posa les bases pour la réussite de l'offensive du Têt de 1968 et la victoire finale en 1975. Cette

victoire appartient à tous les travailleurs du Vietnam et du monde, et Le Duan en fut un des principaux architectes politiques.

Le Duan essaya de reconstruire son pays dévasté par la guerre, appauvri, avec les mêmes principes qui contribuèrent à sa victoire. Contrairement à l'emphase idéaliste des maoïstes, Le Duan insista sur la nécessité d'une "révolution technique et scientifique" qui poserait les fondements du progrès économique et culturel au Vietnam. Une large partie des maigres ressources de ce pays fut de plus consacrée à aider le peuple kampuchéen, le sauvant de la tyrannie barbare de Pol Pot et lui donnant la possibilité d'un avenir. Aujourd'hui, au Vietnam, plus de 500 000 hommes et femmes doivent rester sous les armes pour défendre leur nouvelle indépendance assiégée, et ce surtout contre les attaques chinoises soutenues par les Etats-Unis.

Les buts auxquels Le Duan a consacré sa vie ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un véritable internationalisme prolétarien, dans lequel l'abondance, la science et la technologie du monde industriel -- qui sous l'impérialisme ont été utilisées pour bombarder, brûler, empoisonner et étrangler cette nation héroïque -- seront au contraire mises au service de son développement généralisé. Cela exige une révolution politique prolétarienne, de Moscou et Pékin à Hanoï pour renverser les bureaucraties stalinienne. La déformation de ces révolutions sociales reflète la pression des puissances impérialistes. La lutte constante des combattants vietnamiens, forgés à l'enclume de la prison, de la clandestinité et de l'exil, et l'exemple révolutionnaire de nos camarades trotskystes vietnamiens nous inspirent pour accomplir notre devoir de bolchéviks: le renversement du système impérialiste par les travailleurs du monde entier.

-- traduit de Workers Vanguard n°408

Adhésions à la LTF

De temps à autre, nous publions dans les pages du Bolchévik des lettres d'adhésion à la Ligue trotskyste. Il s'agit pour l'essentiel de camarades rompant avec d'autres organisations et rejoignant le programme du trotskysme. Il nous a semblé intéressant de reproduire ces lettres de deux jeunes camarades venant l'une du PCF et l'autre, non organisée, d'une famille stalinienne. Nous sommes heureux de compter ces militantes dans nos rangs.

Paris, le 22 juin 1986

Chers camarades,

Je voudrais faire une sorte de présentation pour ceux qui ne me connaissent pas encore et un bilan pour ceux qui m'ont contactée et qui m'ont aidée à éclairer ma lanterne. Je ne suis pas issue d'une autre organisation, mes seuls contacts avec la politique se sont effectués à travers le contexte familial et avec Xavier, mon compagnon de route dans la vie, déjà membre de l'organisation.

Je retracerai donc rapidement quel a été mon cheminement jusqu'à la LTF et je précise que je suis en accord avec le programme dans son ensemble.

Je voulais faire quelque chose face à la guerre, la faim, l'injustice sociale. Automatiquement je me suis posé la question du pourquoi des choses, mais je n'avais aucune idée de ce que pouvait être le moteur de l'histoire. Après des siècles de chaos successifs, je ne voyais pas comment soudain allait surgir l'harmonie. Le communisme était pour moi une doctrine complètement utopique,

car je considérais les conflits comme une fatalité dans la nature des choses. J'en arrivais à la conclusion consternante; l'homme est donc mauvais et je m'orientais vers une solution éducative de type pacifiste: faites l'amour, pas la guerre. De là naissait une contradiction que je ne pouvais pas résoudre, car si j'admettais l'imperfection de la nature humaine, je réfutais catégoriquement la notion de péché et le mysticisme qui en découle. Je flottais donc entre la révolte et la résignation.

Le deuxième frein à mes appétits a été constitué par un contexte familial stalinien complètement désabusé, qui me faisait émettre de sérieuses réserves quant au fait de militer. Ma vision de la politique pouvait se résumer à: plus menteur que moi, tu meurs.

C'est au contact de la vie active que s'est opérée par réaction une démarche plus combative et aussi plus optimiste qui m'a ouvert la voie vers la politique.

J'ai alors été tentée par le capitalisme d'Etat parce qu'il accordait ma conception de la politique et le fait d'y participer. C'est à cette époque que j'ai commencé à aborder avec Xavier les questions de l'URSS, la Pologne et l'Afghanistan. La question qui suivit fut celle de la construction du parti. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à être contactée, ce qui m'a permis de mettre de l'ordre dans mes idées et consolider les points clés par une argumentation plus politique.

Je terminerai par la question qui a motivé la décision finale et qui est celle du centralisme démocratique. C'est cette question qui m'a permis de trancher et de rejeter les autres organisations d'extrême gauche, car

la démocratie interne est la seule garantie contre l'arbitraire et la bureaucratisme.

Comme sans discipline il n'y a pas d'action révolutionnaire, après lecture des statuts, je m'engage à respecter la discipline de la LTF et je sollicite de ses militants mon intégration dans leur organisation.

Salutations trotskystes
Sylvie G.

Paris, le 18 juillet 1986

Camarades,

En 1985, j'ai adhéré au Parti communiste français, en espérant trouver un parti qui m'apporterait des réponses aux questions que je me posais sur le monde d'aujourd'hui.

Puis, au cours de l'année [scolaire] 1985-1986, j'ai rencontré Ali et François, tous deux membres de la LTF, avec qui j'ai beaucoup discuté du Parti communiste français et de la Ligue trotskyste de France. Je me suis alors rendue compte que le PCF, parti ouvrier, n'a pas de programme révolutionnaire. En effet, au cours de l'histoire, on a pu remarquer qu'à trois reprises, le Front populaire de 1936, la "Libération" et la signature du Programme commun, les "unions PC-PS" se sont mal terminées parce que c'étaient des fronts populaires, alliances de collaboration de classe.

De plus, le Parti communiste français ne se soucie pas beaucoup de la formation de ses adhérents. Jamais personne ne m'a demandé si je voulais vendre l'*Humanité* ou si je voulais faire du porte à porte. Ensuite, j'ai été déçue par les réunions de cellule [enseignante] au cours desquelles on n'a jamais parlé de politique française ou étrangère.

Cela fait deux mois maintenant que je connais la LTF et j'ai déjà

vendu le *Bolchévik*, j'ai lu *L'Etat et la Révolution*, j'ai assisté à des réunions de formation. Cela m'a fait plaisir de voir que la LTF prenait la formation de ses adhérents très au sérieux.

Je suis entièrement d'accord avec la LTF pour instaurer le communisme dans le monde entier par la lutte de classe prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste.

Après lecture des statuts de la LTF, j'ai décidé d'y adhérer. Je m'engage donc à respecter le programme et la politique de la LTF et à me soumettre à sa discipline.

Je serais reconnaissante aux membres de la Ligue trotskyste de France de bien vouloir m'accepter parmi eux.

Amicalement,
Catherine D.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimault, Fred Zerah.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris cédex 10

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra,
75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

6 septembre -- Trois parachutistes français de la FINUL, la force multinationale opérant au Sud-Liban sous mandat de l'ONU, ont été tués jeudi dernier 4 septembre par une bombe télécommandée. Le 11 août, de violents affrontements avaient opposé ces mêmes soldats français aux forces du mouvement chiite Amal après que deux militants d'Amal (dont Haïdar Khalil, responsable local du mouvement) eurent été abattus par les paras à un barrage routier des "casques bleus". D'après l'état-major de la FINUL, les miliciens avaient refusé de se soumettre au "contrôle" des soldats français. Ces affrontements avaient duré seize heures et fait deux autres morts et plusieurs blessés dans les rangs d'Amal et dix-huit blessés, dont plusieurs grièvement, parmi les Français.

La multiplication de ces "incidents" rend de plus en plus intenable la position des troupes et du gouvernement français au Liban. Les paras sont maintenant à couteaux tirés avec une partie de la population et des milices chiites. Quand, en 1982, l'OLP se battait contre l'invasion israélienne, nous avions donné un soutien militaire inconditionnel aux combattants palestiniens. Mais, aujourd'hui, les différents clans et milices libanais ne font que manoeuvrer entre les puissances impérialistes -- aucune des forces ne mène une lutte anti-impérialiste. Néanmoins, le mouvement ouvrier français doit exiger le retrait immédiat de toute la soldatesque française du Liban. **Troupes françaises, FINUL, hors du Liban!**

L'HEURE DU SABORDAGE A-T-ELLE SONNÉ?

Pour la bourgeoisie française et son gouvernement, il s'agit maintenant de décider de toute urgence s'il faut ou non retirer le contingent français de la FINUL. Un tel retrait mettrait un terme à huit ans de présence militaire française ininterrompue au Liban et marquerait définitivement et symboliquement la déconfiture lamentable du "grand dessein" libanais de la diplomatie mitterrandesque. Chirac, pour sa part, a déjà fait un premier pas significatif dans cette direction en ordonnant le départ de la marine française qui croisait sans interruption au large de Beyrouth depuis 1982 et en annonçant le retrait de 220 soldats français de la FINUL (sur 1400). Malgré les réticences de Mitterrand, il semble bien que son premier ministre "cohabiteur" envisage sérieusement de saborder pour de bon les derniers débris du rêve présidentiel. Ce n'est pas là une mince affaire pour l'impérialisme français, et il faut remonter quelques années en arrière pour comprendre de quoi il retourne.

PAX AMERICANA ET APPETITS IMPÉRIALISTES FRANÇAIS

Mars 1978. Après plus de deux ans de guerre civile libanaise, l'armée



12 août -- Après seize heures de combats entre Amal et les troupes françaises, les miliciens chiites encerclent les positions des paras et interdisent l'évacuation des blessés.

israélienne envahissait le Sud-Liban, massacrant et chassant les Palestiniens. Son travail de "nettoyage" achevé, la machine de guerre sioniste se retirait sur ses bases et la FINUL se voyait chargée de "s'assurer du retrait" des troupes israéliennes. Nous écrivions à l'époque: "[...] 4500 soldats de l'ONU ont été envoyés pour entériner l'invasion israélienne

Troupes françaises hors du Liban !

L'impérialisme français dans le borbier libanais

au Sud-Liban et monter la garde aux frontières nord d'Israël aux côtés des milices maronites équipées par Israël [...]. L'invitation [dans la FINUL] de la France, l'ancien maître colonial du Liban, n'était pas un hasard. Les Etats-Unis se tourmentent de plus en plus vers l'impérialisme français pour se dégager de leurs 'responsabilités' sur les anciennes possessions coloniales de la France au Proche-Orient ainsi qu'en Afrique. Ainsi, parmi les 4500 soldats envoyés au Sud-Liban sous les auspices de l'ONU, 1400 sont français! Comme en Afrique, au Liban aussi la France souhaite de plus en plus restaurer ses prérogatives impériales" (*Workers Vanguard* n°217, 20 octobre 1978).

Au Proche-Orient, l'heure était alors à la consolidation d'une "Pax americana", une alliance antisoviétique englobant les régimes arabes réactionnaires et l'Etat sioniste sous la houlette de Washington... et sur le dos des Palestiniens. Les accords de Camp David de septembre 1978 entre l'Egypte et Israël avaient été le premier pas dans cette direction. Mais la Pax americana supposait la reconstitution d'un Etat libanais digne de ce nom. Et l'impérialisme américain, encore dans sa phase de "réarmement moral" à la Carter, était disposé à laisser les Français agir en éclaireurs. Avec la FINUL, Paris plaçait des pions militaires et diplomatiques et attendait son heure.

L'APRES-OLP AU LIBAN: L'AXE REAGAN-MITTERRAND-GEMAYEL

En juin 1982, l'armée israélienne traversait les lignes de la FINUL et se ruait une nouvelle fois à travers le Sud-Liban. (La FINUL, évidemment, ne fit même pas mine de s'opposer à cette invasion; après tout, elle n'était là pour garder la frontière que d'un seul côté.) Mais l'objectif de la blitzkrieg sioniste était cette fois Beyrouth, et il s'agissait pour Begin et Sharon d'écraser définitivement l'OLP au Liban -- ces terroristes d'Etat parlaient de "purifier" le Liban de l'OLP. Assiégée à Beyrouth, la direction de l'OLP évacuait la ville dans les derniers jours d'août 1982, après de laborieuses négociations, sous la "protection" de 3800 soldats américains, italiens, britanniques



Soldats français de la FINUL -- La déconfiture du "grand dessein libanais" de Mitterrand s'accélère.

trois jours après le départ de cette première "force d'interposition", les Israéliens lâchaient sur les camps palestiniens de Sabra et Chatila, maintenant sans défense, les milices maronites phalangistes. En 36 heures d'un effroyable massacre, les tueurs à gages des sionistes massacraient plusieurs milliers de civils palestiniens sans défense, hommes, femmes et enfants. C'est après ce génocide qu'une seconde "force d'interposition" impérialiste de 4500 soldats, dont 1240 parachutistes français, débarquera à Beyrouth. L'OLP éliminée du Liban comme force militaire et politique, il s'agissait maintenant pour Reagan et Mitterrand de passer à l'étape suivante: reconstruire l'Etat libanais autour du gangster maronite Bechir Gemayel et de sa milice phalangiste. Depuis 1978, il est vrai, les temps avaient changé: le va-t-en-guerre Reagan avait remplacé Carter et ses sermons hypocrites sur les "droits de l'homme"; les Etats-Unis entendaient maintenant contrôler le plus directement possible le "nouveau Liban". L'impérialisme français, avec sa rapacité habituelle de puissance colonialiste de deuxième zone, dut alors redoubler d'efforts pour tenter de se rendre indispensable à Reagan et Gemayel. Pour Mitterrand et sa clique, le "grand jeu" libanais avait commencé.

LA GAUCHE DERRIÈRE LES PARAS

Les objectifs de Mitterrand avaient été, dès le début, énoncés avec une cynique franchise. Après l'élection à la présidence libanaise de Gemayel, chef des bandes phalangistes -- élu à la pointe des baïonnettes israéliennes par ce qui restait du parlement confessionnel libanais après sept ans de guerre --, Huntzinger, responsable du PS envoyé à l'époque en mission au Liban, déclarait: "Bechir Gemayel est un homme jeune, élu normalement dans le cadre des dispositions constitutionnelles. Il faut lui faire crédit. Il a très clairement exprimé ses intentions de restaurer un Liban fort, souverain et indépendant" (*Le Monde*, 3 septembre 1982). Et la soldatesque française joindra bientôt le geste à la parole en participant aux côtés des gangsters phalangistes à des "ratissages" de Palestiniens et de militants de gauche.

Dès la première intervention militaire franco-américaine d'août 1982, nous exigeons: "Israël, paras, Marines, bersagliers, hors du Liban!" et nous appelions à la défense des Palestiniens, ajoutant qu'"en envoyant cette force de soi-disant 'interposition' -- engagée à l'avance à ne pas gêner une intervention israélienne contre des fedayin 'réfractaires' -- Mitterrand ajoute

le Liban à Suez et à l'Algérie dans la longue liste des crimes impérialistes perpétrés par la social-démocratie française avec l'aval du PCF" (*Le Bolchévique* n°35, octobre 1982). Car, pour la gauche et l'"extrême gauche" françaises, il était impossible de s'attaquer au gouvernement "de gauche" -- en fait, un gouvernement bourgeois de collaboration de classe -- qu'ils avaient contribué à mettre au pouvoir un an auparavant et auquel le PCF participait activement. Après Sabra et Chatila, le PCF organisa même une manifestation pour exiger le retour au Liban des troupes impérialistes, celles-là mêmes qui venaient juste d'y désarmer les Palestiniens. Dans la déclaration du bureau politique du PCF appelant à cette manifestation, on pouvait lire notamment: "Après avoir protégé l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth, les contingents américain, italien et français sont partis prématurément sans avoir accompli leur deuxième mission qui consistait à libérer la capitale des troupes israéliennes." Et plus loin: "Le Parti communiste considère comme indispensable qu'une force militaire représentative de l'ONU soit envoyée au Liban sans aucun délai. Cette force ne doit pas rester symbolique, mais être suffisamment importante et dotée d'un mandat suffisamment précis et long pour: arrêter tout massacre et assurer réellement la sécurité des populations libanaise et palestinienne; contraindre l'armée israélienne à se retirer totalement du Liban; permettre au peuple libanais de résoudre en toute souveraineté les problèmes de son unité et de sa reconstruction nationale. Il est du devoir des Etats membres de l'ONU, en premier lieu des membres permanents du Conseil de sécurité, d'apporter leur contribution à ces mesures d'urgence exceptionnelles" (*L'Humanité*, 20 septembre 1982). En fait, demander que les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU "apportent leur contribution" signifiait en la circonstance appeler tout simplement les troupes françaises et américaines à retourner accomplir leur prétendue "deuxième mission". Mais, évidemment, cette ode à l'ONU paraît à première vue moins scandaleuse dans une résolution votée par la direction d'un parti "communiste" qu'une formulation plus franche du genre: Les communistes français exigent des présidents Reagan et Mitterrand qu'ils envoient les Marines et la Légion étrangère porter secours aux populations libanaise et palestinienne.

Et la LCR, éternelle cinquième roue du carrosse mitterrandesque, participa à cette honteuse manifestation d'union sacrée social-patriote

Bourbier libanais ...

Suite de la page 3

-- et ce, même après avoir découvert, dans le numéro du 24-30 septembre de *Rouge* (n°1031), le rôle criminel déjà joué par les paras français: "Des lors, écrivait Christian Picquet, on ne peut s'étonner du rôle joué par les forces internationales dans ce pays, et plus particulièrement par la 'force multinationale d'interposition' [...]. Elles ont, dans le cadre du plan de l'envoyé spécial de Reagan, Philip Habib, assuré le départ des combattants palestiniens. Simultanément, elles ont disloqué le dispositif de protection de Beyrouth-Ouest, détruisant les barricades, déminant les rues, désarmant les forces progressistes.

Mais Picquet et Cie ne sont pas nés de la dernière pluie; ils savaient tout cela dès l'envoi des paras le 21 août. Où étaient alors leurs mises en garde au prolétariat? La triste vérité, c'est que ces charlatans ne voulaient à aucun prix dénoncer le rôle criminel joué par le gouvernement Mitterrand, qu'ils avaient soutenu et qu'ils continuaient de soutenir. L'article de Picquet cité ci-dessus, soit dit en passant, n'occupait que la page 3 d'un numéro de *Rouge* orné en première page d'un éditorial d'Alain Krivine qui ne soufflait mot des troupes françaises et osait même écrire: "Le gouvernement, le PC et le PS doivent clairement montrer de quel côté ils se situent en désignant la responsabilité du gouvernement de Jérusalem dans la tuerie du 16 septembre, en exigeant le retrait des troupes israéliennes du Liban et des territoires occupés depuis 1967, en rompant toute relation diplomatique avec Israël et en reconnaissant l'OLP et la légitimité de son combat" (*Ibid.*) Pour les réformistes et les centristes, l'ennemi principal est toujours le plus loin possible. Mais pour nous, trotskystes, l'ennemi principal est dans notre pays. C'est pourquoi, le 20 septembre, la LTF opposait à la manifestation du PCF un piquet contre les troupes impérialistes, avec comme principal mot d'ordre "Chatila et Sabra, les paras français les ont désarmés! Pas d'appel aux troupes françaises!"

LA DECONFITURE DE GEMAYEL

Mais le bourbier libanais eut rapidement raison des ambitions du clan Gemayel et de ses protecteurs impérialistes. S'étant imprudemment attaqué pendant l'été 83 aux forces druzes du PSP dans leur bastion traditionnel de la montagne du Chouf, après le retrait des troupes sionistes, les milices phalangistes et l'armée libanaise "reconstruite" avec l'aide militaire américaine et française subissaient une cuisante défaite militaire face au PSP de Walid Joumblatt, appuyé par la Syrie. Dès septembre, Serge July, petit télégraphiste habituel de l'Elysée mitterrandesque pour les grands problèmes planétaires, expliquait qu'en haut lieu on estimait que les carottes étaient cuites: "La partition du Liban est-elle irréversible? Oui dit-on au Quai d'Orsay

comme on avoue une défaite. Car tous les efforts entrepris au Liban depuis un an pour tenter de restaurer l'intégrité territoriale de ce petit pays stratégique ont échoué. La France a échoué au Liban" (*Libération*, 19 septembre 1983).

En février 1984, la milice chiite Amal pénétrait dans Beyrouth et s'assurait le contrôle du secteur Ouest de la "capitale" du président Gemayel, deuxième du nom (son frère Bechir ayant péri dans un attentat à la bombe peu après son élection). La faillite de leur protégé étant consommée, les puissances impérialistes de la "force d'interposition" devaient rembarquer leurs troupes, maintenant en plein milieu de la tourmente. L'impérialisme français, après quelques manœuvres diplomatiques supplémentaires, gardait cependant en main trois cartes militaires:



Septembre 1982
-- Les paras français ont désarmé les Palestiniens, ouvrant la voie à la tuerie de Sabra et Chatila.

sa flotte patrouillant sans interruption au large des côtes, un détachement d'une centaine de "casques blancs", demeurés à Beyrouth pour "observer" le respect d'un cessez-le-feu précaire entre milices, et le détachement de la FINUL -- ce dernier étant aujourd'hui tout ce qui reste.

QUE VEULENT LES FACTIONS LIBANAISES?

Comment le bourbier libanais a-t-il pu en si peu de temps avoir raison simultanément de la puissance américaine et de la rapacité française? La question mérite d'autant plus d'être posée qu'aucune des forces politiques et militaires du Liban ne se bat contre l'impérialisme, ni même ne cherche à briser le système de partage du pouvoir confessionnel antidémocratique concocté sous la houlette de l'impérialisme français en 1943 par les chefs de clan chrétiens et musulmans. Ils cherchent simplement à réaménager ce système inique en leur faveur. Et quelles que puissent être leurs rotomontades "anticonfessionnelles", "démocratiques" ou à l'occasion "révolutionnaires", tous les chefs de bande savent que cela ne pourra pas se faire contre l'impérialisme américain et son allié/concurrent français. On l'a bien vu avec Amal, ce mouvement créé au début des années 60 par un mollah iranien, avec le soutien des féodaux chiites, pour contrer l'influence de la gauche libanaise dans la population chiite. Amal avait initialement adopté une rhétorique populiste islamique et antioccidentale, similaire à celle de Khomeiny, afin de gagner les masses plébéiennes chiites qui sont situées au bas de l'échelle sociale et davantage spoliées

politiquement par le "Pacte national" que les autres communautés musulmanes. Mais quand cette ancienne milice du "mouvement des déshérités" est devenue suffisamment puissante pour prétendre à une part du gâteau politique, son chef Nabih Berri se rappela soudain qu'au fond il était un bourgeois "éclairé" marié à une Américaine, en bref qu'il avait le profil d'un "homme d'Etat modéré" prooccidental. Le soutien actuel de la direction d'Amal à la FINUL ne s'explique pas autrement que par cet appétit à s'intégrer -- "à la libanaise" -- à la Pax americana ou à ce qu'il en reste.

Aujourd'hui, seuls les groupes intégristes proiraniens s'opposent à la présence des troupes françaises. Pourquoi? Parce que ces groupes ("Amal islamique", "Hezbollah") sont directement contrôlés par le régime

naliste syrien d'Assad, dont la marge de manœuvre repose sur les pétrodollars saoudiens et les armes soviétiques. Cependant, pas plus que les impérialistes, les baasistes au pouvoir à Damas ne contrôlent vraiment la situation au Liban. D'autant que la Syrie est elle-même un patchwork de communautés religieuses et ethniques, dont le Liban faisait historiquement partie avant d'en être détaché artificiellement par l'impérialisme français. Ce pays, dont le régime est dominé par une secte religieuse minoritaire, les alaouites, pourrait facilement sombrer, à la suite du Liban, dans une guerre civile intercommunautaire.

En 1983, les tentatives de l'administration Reagan de manier le "gros bâton" contre la Syrie et ses alliés du moment (quand, pour soutenir les Gemayel en difficulté dans le Chouf, l'artillerie de l'US Navy avait ouvert le feu contre les positions druzes et syriennes) avaient ainsi failli dégénérer en guerre ouverte contre la Syrie. Cela aurait signifié un affrontement direct entre les troupes américaines et les milliers de conseillers militaires soviétiques stationnés dans ce pays. A l'époque, même l'antisoviétique de choc Mitterrand fut obligé de prendre ses distances avec cette politique de la canonnière qui menaçait d'embraser toute la région, sinon toute la planète.

Aujourd'hui, troupes syriennes et israéliennes se font face au Liban. En fait, les deux armées s'y livrent depuis 1982 à une guerre d'usure larvée. Et les sionistes menacent périodiquement d'en découdre une bonne fois pour toutes avec Damas. Le Liban est un détonateur potentiel d'une troisième guerre mondiale thermonucléaire entre l'impérialisme mondial et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Si le conflit proche-oriental dégénérait en affrontement Est-Ouest direct, le devoir du prolétariat du monde entier serait de défendre les acquis prolétariens en URSS et dans les Etats ouvriers déformés du bloc soviétique, en prenant la défense militaire de ces pays contre l'impérialisme.

QUELLE SOLUTION JUSTE POUR LE LIBAN ?

Il n'y a pas de solution équitable à la crise libanaise dans le cadre bourgeois. Une éventuelle stabilisation d'un Etat bourgeois -- une perspective actuellement totalement utopique -- ne pourrait être que le résultat de la victoire d'une faction confessionnelle sur les autres, au prix d'atrocités et de génocides dépassant encore en horreur tout ce qu'on a vu depuis 1975.

Début 1975, la situation rendue explosive par un déséquilibre croissant entre les masses musulmanes appauvries et la domination politique et économique de la caste chrétienne maronite, le Liban s'est trouvé au bord d'un soulèvement révolutionnaire qui aurait pu changer radicalement la situation politique dans toute la région, et en tout premier lieu en Syrie. Mais cette situation explosive fut transformée, avec les provocations maronites et les représailles organisées par les chefs de clan musulmans traditionnels (soutenus par les dirigeants nationalistes palestiniens) en onze ans d'affrontements intercommunautaires sordides. Pour mettre fin à ces tueries, balayer le système confessionnel inique et pourri, pour que les masses musulmanes démunies aient la possibilité de mener une vie décente, la seule solution est une révolution sociale qui mobilise tous les opprimés, non pas les uns contre les autres en défense de "leurs" féodaux, mais tous ensemble contre les bourgeoisies chrétiennes et musulmanes, contre la domination impérialiste. La seule voie réaliste pour faire sortir cette région de la spirale sans fin des massacres et des génocides, c'est une fédération socialiste du Proche-Orient. Cette perspective est nécessairement liée au renversement de l'Etat sioniste par le prolétariat de langue hébraïque et arabe d'Israël. Pour la construction de sections d'une Quatrième Internationale reforgee!

de Téhéran qui les utilise comme moyen de pression sur l'impérialisme français. Et l'objectif des mollahs iraniens n'est pas tant de torpiller la politique française au Liban (qui n'a pas besoin d'eux pour ça) que d'infléchir la politique de soutien militaire de l'impérialisme français à l'Irak dans la guerre du Golfe. Paris est en effet le principal fournisseur d'armes du régime de Bagdad, et Khomeiny et ses séides voudraient bien forcer Chirac et Mitterrand à réduire leur aide à l'armée de Saddam Hussein.

Les attaques des hezbollahs contre les troupes françaises de la FINUL sont un élément de cette politique de pression, au même titre que l'enlèvement d'otages français. Il est bien évident que la bourgeoisie française et sa presse ont utilisé le sort tragique des otages du Liban pour renforcer une union sacrée "antiterroriste" chauvine et raciste. Nous, marxistes, n'en sommes pas moins irréductiblement opposés aux actes de violence indiscriminée perpétrés contre des civils simplement parce qu'ils sont des ressortissants d'un pays ennemi. Ce genre de terrorisme indiscriminé n'est en aucun cas "progressiste", même quand ses auteurs défendent une cause juste, comme celle des Palestiniens en lutte contre l'oppression sioniste. De plus, il ne s'agit pas ici de lutte anti-impérialiste, mais de manœuvres de la diplomatie du régime iranien, engagé dans une guerre sordide avec un régime -- l'Irak baasiste -- tout aussi réactionnaire que lui.

LE LIBAN: BOURBIER ET BARIL DE POUVRE

Mais si personne au Liban ne lutte contre l'impérialisme, comment expliquer la lamentable déroute de Reagan et de Mitterrand? D'abord, toutes les forces qui s'affrontent ont beau chercher seulement à "réaménager" le système confessionnel, chacune entend le faire à son profit ou, à défaut, empêcher les autres d'en faire autant. Certes, l'impérialisme américain pourrait simplement imposer une des fractions et forcer les autres à se soumettre, au besoin par la force. C'est précisément ce qu'il a tenté de faire avec Gemayel, et il a échoué. Justement parce que Washington n'a pas les moyens de forcer la main à toutes les forces en présence, en particulier aux fanatiques sionistes -- persuadés que, quoi qu'ils fassent, les Etats-Unis ne peuvent de toutes façons pas se passer d'eux -- et au régime natio-

De la «révolution arabe» à la Pax americana

La question palestinienne après le Liban

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste internationale

15 F

Vient de paraître

La fiction de l'«unité arabe» derrière la cause palestinienne s'est effondrée dans les ruines de Beyrouth écrasé sous les bombes sionistes.

Cette brochure rassemble une série de quatre articles publiés dans *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades américains, qui vont de la création de l'Etat sioniste à l'alliance antisoviétique de Washington et des régimes réactionnaires arabes sur le dos des Palestiniens.

9 septembre -- L'effroyable tuerie du 6 septembre dans la synagogue d'Istanbul -- des fidèles massacrés à la grenade, achevés d'une balle dans la tête, leurs corps arrosés d'essence -- est un acte de sadiques fous. Le massacre d'Istanbul est un crime antisémite; loin de lutter contre le sionisme, c'est la négation même de cette lutte politique. Il fait oublier la juste cause des Palestiniens spoliés et victimes de la terreur génocidaire du sionisme. Il ne fait que renforcer l'emprise de l'Etat sioniste sur sa population hébraïque et sur les juifs partout dans le monde.

Certes, l'Etat sioniste a semé la terreur. Il a rafilé, bombardé, tué par milliers, créant sans cesse de nouveaux vengeurs-martyrs parmi les Palestiniens et les chiites libanais. Mais en aucun cas cette petite communauté de juifs turcs -- pas plus que n'importe quel autre juif, voire la masse de la population israélienne -- ne peut être tenue pour responsable des crimes des dirigeants sionistes.

De tels attentats sont un cadeau en or pour le fou de la Maison Blanche, qui mène au nom de la lutte contre le "terrorisme" sa campagne de provocations sanglantes contre les "substituts" de l'URSS, et pour Israël, pour qui tous les Palestiniens sont des "terroristes" qui doivent être exterminés. Voilà ce qui explique le raid israélien contre Tunis en octobre 1985 et celui de l'impérialisme US contre Tripoli en avril dernier, qui étaient des exemples d'une véritable terreur d'Etat de masse.

Istanbul, Karachi, l'attentat manqué la semaine dernière dans le RER parisien qui aurait pu massacrer des dizaines, sinon des centaines d'innocents, et maintenant l'attentat du 8 septembre (un mort -- une employée des PTT) contre le bureau de poste de l'Hôtel de ville à Paris viennent alimenter la psychose du "terrorisme" en France. Pour la bourgeoisie, le "terrorisme" est la violence associée aux causes qu'elle désapprouve, l'utilisation de la force en dehors de son propre monopole de force.

Entre le terrorisme individuel classique qui prend pour cible les

Istanbul, Paris

Un terrorisme criminel

représentants de l'appareil d'Etat bourgeois, les responsables de la répression -- un terrorisme coupé des masses, en fin de compte impuissant et opposé à la lutte pour la révolution socialiste, mais qui exprime un désir de se venger de l'oppression capitaliste -- et le terrorisme indiscriminé, aveugle, il y a une grande différence. Le terrorisme indiscriminé, qui s'attaque aux individus à cause de leur nationalité, religion, etc., ou qui prend des otages choisis au hasard est, pour les marxistes, un terrorisme criminels indéfendable.

Depuis des mois, la France a été secouée par des attentats aveugles et criminels. Trois morts et 86 blessés depuis le mois de décembre. Au centre de cette vague terroriste se trouve un homme, Georges Ibrahim Abdallah, qui est emprisonné, accusé d'être le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Les FARL ont revendiqué l'assassinat d'un attaché militaire US et d'un agent du Mossad (les services secrets israéliens) -- des hommes de main de la répression dont nous ne pleurons pas la disparition.

Mais, au nom de la libération d'Abdallah, un soi-disant "Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes" (CSPPA) pose des bombes dans les trains, dans le métro, à la FNAC, à la librairie Gibert, aux Champs-Élysées. (Et Abdallah n'a pas répudié ce groupe.) Qui se cache derrière le sigle "CSPPA"? Nous ne pouvons le savoir. Mais ce genre de groupuscule cache assez souvent un service secret -- et nous n'excluons ni les fascistes, ni la CIA, ni le Mossad. Ce qui importe, c'est que ces attentats sont indéfendables et criminels.

Après le dernier attentat parisien,

Chirac a appelé à la délation de masse. "C'est la guerre", a déclaré Chirac, et ce sont des travailleurs immigrés et des jeunes qui risquent d'être abattus dans une vague d'hystérie antiarabe. Les organisations sionistes et SOS-Racisme appellent à une manifestation qui exploite au profit de l'Etat sioniste et de la répression policière de Chirac la juste rage et la crainte légitime des juifs français face au massacre d'Istanbul.

Le Figaro réclame tout simplement un Etat policier, fustigeant l'"angélisme" des "intellectuels de gauche". Mais que disent ces derniers? Dans son éditorial de *Libération* du 8 septembre, Serge July s'érige en défenseur de l'"Occident" contre des complots proche-orientaux. Il nous explique: "Depuis plus de 40 ans, les démocraties industrielles avaient repoussé l'usage du massacre à leurs périphéries." Justement non, la sale guerre d'Algérie est venue gangréner la "métropole" par le massacre de centaines d'Algériens en plein Paris en octobre 1961! Et dans cette "périphérie" si lointaine pour July, ce sont des millions d'Indochinois, d'Algériens, de Malgaches qui sont tombés, victimes de l'impérialisme français.

Les impérialistes n'ont pas à leur disposition que quelques pistolets-mitrailleurs et des grenades, mais un gigantesque arsenal, y compris les armes nucléaires, qui rend dérisoire la dizaine de pains de pentrite trouvés dans la Gare de Lyon. Mais pour July, champion de guerre froide, la menace impérialiste d'une guerre thermonucléaire contre l'URSS ne rentre pas dans la catégorie du terrorisme. Et c'est la plus grande menace terroriste de toutes!

Le gouvernement Mitterrand a

commandé l'attentat contre le *Rainbow Warrior* pour "protéger" sa force de frappe; un pacifiste a été tué, mais c'est tout l'état-major de Greenpeace (qui devait se réunir à ce moment-là) que visaient les terroristes d'Etat français. Pour July, les bouchers impérialistes ont toujours les mains propres. D'après cet apologiste impérialiste et raciste, c'est seulement dans un Proche-Orient "purgé de toute présence occidentale [qu'] il sera possible de massacrer en toute quiétude les communautés et les peuples locaux qui gênent la religion et la domination des plus forts". Mais c'est l'impérialisme français qui a fabriqué de toutes pièces le Liban actuel, jetant les bases pour ce cycle de conflits intercommunautaires où tous les camps poursuivent leurs combats sordides et indéfendables, et toujours aux dépens du peuple palestinien. Ce sont les soldats de l'impérialisme français qui ont désarmé les Palestiniens en 1982, permettant ainsi le massacre de Sabra et Chatila perpétré par les hommes de main chrétiens des sionistes.

L'impérialisme français croyait manipuler avec impunité les haines nationalistes et intercommunautaires du Proche-Orient, mais pas plus que Washington Paris n'a trouvé de point d'appui solide dans le bourbier libanais. Et maintenant l'horreur quotidienne de Beyrouth est en train d'être transportée en France. Les marxistes n'ont aucun conseil à donner à l'Etat bourgeois français aux prises avec les attentats commis au nom du "CSPPA". Mais le mouvement ouvrier a par contre tout intérêt à se dresser contre les agissements de "sa" bourgeoisie au Proche-Orient: Troupes françaises hors du Liban! ■

Libye ...

Suite de la page 1.

une réalité politique et militaire, et l'Egypte en constitue avec l'Arabie Saoudite le fer de lance arabe.

Immédiatement après, l'*Humanité* révélait que les préparatifs d'intervention se poursuivaient: "[...] le porte-avions *Forrestal* et trois autres bâtiments ont reçu l'ordre de rester au large de la Libye pour organiser des missions de reconnaissance". Deux autres porte-avions -- le *John Kennedy* et l'*America* --, deux destroyers, une frégate et un navire de ravitaillement sont également arrivés hier à la base de Rota, en Espagne, pour une escale de ravitaillement. Enfin, dix-huit F 111 ont atterri mercredi après-midi [27 août] à la base de Boscombe, dans le sud de l'Angleterre" (l'*Humanité*, 29 août). Et, le 29 août, le général Bernard Rogers, commandant en chef des forces américaines en Europe, déclarait: "Nous avons les B-52 aux Etats-Unis et [le colonel Kadhafi] doit savoir qu'il est passible d'un tel traitement" (le *Monde*, 31 août-1er septembre). Et les récents attentats de Karachi et d'Istanbul viennent opportunément fournir à Reagan un nouveau prétexte pour passer à l'acte (cf. article ci-dessus).

Reagan et sa bande sont évidemment fous, mais ils ne plaisent pas. Le 14 avril, ils avaient tué et mutilé plus d'une centaine de civils libyens au cours d'un bombardement terroriste dont l'objectif avoué était d'assassiner Kadhafi. Ils n'hésiteront pas à perpétrer un nouveau carnage. En mars dernier, après le premier bombardement US, la tendance spartaciste internationale avait envoyé une délégation à Tripoli pour manifester la nécessité d'une solidarité prolétarienne. Bas les pattes devant la Libye!

Ici, être militairement aux côtés

du peuple libyen signifie avant tout s'opposer résolument aux agissements de l'impérialisme français déjà en guerre contre la Libye. Au Tchad, la soldatesque coloniale française est face à face avec les forces de Tripoli. Et le ministre de la guerre, Giraud, déclare maintenant: "Je suis optimiste sur l'avenir du Tchad. Le jour où la situation politique sera mûre, Hissène Habré pourra alors entreprendre la reconquête du Nord, et la France pourra l'aider et le soutenir" (le *Monde*, 2 septembre). On peut supposer que, quand Reagan attaquera, "la situation politique sera mûre" pour que Mitterrand-Chirac lancent paras et légionnaires à l'assaut des positions libyennes. A bas l'axe antilibyen Paris-Washington! Troupes françaises hors d'Afrique!

L'agression impérialiste contre la Libye, régime nationaliste bourgeois et Etat client de l'URSS, fait partie des préparatifs de guerre des Etats-Unis et des forces de l'OTAN contre le Nicaragua, Cuba et, derrière eux, l'Union soviétique. (Le Congrès américain vient d'ailleurs de voter cent millions de dollars d'aide aux terroristes contras nicaraguayens, ce qui équivaut à une déclaration de guerre ouverte contre le régime sandiniste.) Cette croisade antisoviétique domine aujourd'hui l'ensemble de la politique internationale. Toute la rhétorique tiers-mondiste abstraite de la gauche occidentale et des démagogues nationalistes n'y changera rien; elle ne fait même que couvrir une capitulation devant les menées réelles de l'impérialisme.

La semaine dernière, Kadhafi a fait sensation en allant proclamer cette dure réalité à Harare, au Zimbabwe, où les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du mouvement des "non-alignés" étaient paisiblement occupés, dans l'indifférence générale, à condamner à longueur de résolution l'apartheid et le sionisme. Surgissant à la tribune tel un diable de sa boîte, flanqué de trois femmes de sa garde person-

nelle en tenue de combat qui scandaient "A bas, à bas les USA!", le dirigeant libyen a réveillé une assistance médusée en lui assénant quelques vérités bien senties. "Je suis la première cible directe du terrorisme américain, chez moi", déclara-t-il notamment. "Qu'a fait ce mouvement contre cet acte de banditisme? Le mouvement des non-alignés n'a rien fait [...]. Comment mon peuple peut-il rester membre d'un mouvement qui n'a rien fait pour le défendre?" Et il entreprit ensuite de dénoncer nommément les alliés déclarés des puissances impérialistes présents dans la salle, dont l'Egypte ("qui offre son territoire aux Etats-Unis"), les néocolonies de l'Afrique "franco-phonie" (une "honte pour l'Afrique") et celles du Commonwealth ("prisonniers de la Grande-Bretagne") (*Libération*, 5 septembre).

Cependant, ce qui dut atteindre le plus cruellement les vénérables participants au sommet, c'est certainement que Kadhafi ait qualifié le mouvement des non-alignés tout entier de "vaste farce". Car qu'est-ce que le mouvement des non-alignés? Une poignée de staliniens comme Castro, à la recherche des mythiques "bourgeoisies nationales progressistes" du tiers monde, une majorité de régimes néo-coloniaux dont l'objectif principal est de jouer les deux blocs l'un contre l'autre pour chercher à se vendre le plus cher possible, et des fantoches US notoires comme le Sri-Lanka ou les Philippines. Ce genre de panier de crabes ne peut nécessairement qu'être un facteur parfaitement négligeable de la politique mondiale. Et après son discours, Kadhafi, ce bonaparte nationaliste, s'est précipité pour donner l'accolade au président iranien Ali Khamenei, ce mollah meurtrier; la plupart des "alliés" de Kadhafi face aux Etats-Unis sont des régimes aussi réactionnaires et antisoviétiques que les fantoches qu'il dénonce, et leur "anti-impérialisme" est tout aussi factice que le sien.

La tactique générale de la clique Reagan est très simple: provoquer, provoquer et provoquer encore, partout, l'"empire du mal" soviétique et ses "substituts", afin d'intimider les Russes et les forcer à capituler de plus en plus. Ces provocations insensées précipitent à chaque fois la planète au bord d'une troisième guerre mondiale, d'un holocauste thermonucléaire qui sonnerait le glas de la civilisation et probablement de l'humanité tout entière. En face, la bureaucratie stalinienne soviétique espère préserver la paix mondiale par une politique de détente, de recherche d'une coexistence pacifique durable avec l'impérialisme. Cette politique est dangereuse, car elle les pousse perpétuellement, en poursuivant ce rêve utopique, à des accommodements, des reculades et des compromis aux conséquences souvent désastreuses pour le prolétariat mondial. Le Kremlin croit dur comme fer que c'est simplement Reagan qui est fou et que l'ensemble de la bourgeoisie impérialiste, particulièrement européenne, est beaucoup plus "pacifique" et "responsable". Mais, les bellicistes enrégés comme Reagan sont les dignes représentants d'une classe bourgeoise prête à mettre le monde entier à feu et à sang pour reconquérir les territoires arrachés à l'exploitation capitaliste, et surtout le principal d'entre eux, l'Union soviétique.

Le devoir urgent du prolétariat, en France comme aux Etats-Unis et ailleurs, est de prendre la défense, contre les menaces impérialistes, de l'Union soviétique, la patrie de la révolution d'Octobre -- révolution dont les acquis sociaux fondamentaux subsistent toujours malgré la dégénérescence stalinienne. La classe ouvrière doit arracher les armes et le pouvoir des mains de la classe capitaliste en établissant le régime révolutionnaire du pouvoir ouvrier. Socialisme ou barbarie -- le temps presse de plus en plus. ■

Racisme et antisoviétisme au mur de Berlin

Campagne antiréfugiés en RFA

Le côté ouest du mur de Berlin est devenu, à l'approche des élections fédérales ouest-allemandes de janvier 1987, le point de fusion de la deuxième guerre froide et de la campagne raciste qui sévissent en RFA, comme dans les autres pays occidentaux ravagés par la crise capitaliste.

On assiste, ces deux derniers mois, à une violente "campagne d'opinion" à propos de l'"afflux" de réfugiés du tiers monde arrivant en Allemagne occidentale via Berlin-Est. Dans les derniers six mois, 20000 réfugiés politiques, pour la plupart fuyant la terreur de l'Iran, de la Turquie ou du Ghana, ont utilisé une "brèche" à Berlin. Ils débarquent d'un avion de l'Aeroflot ou de l'Interflug à Berlin-Est et prennent le métro jusqu'à Berlin-Ouest, sans en être empêchés par une quelconque patrouille occidentale. La ligne entre les deux Berlin n'est en effet pas reconnue comme une frontière par les Américains, les Britanniques et les Français, qui partagent encore des droits d'occupation avec l'Union soviétique.

Le 7 août, la France, en tant que "puissance occupante" et dans le cadre d'une intervention commune avec les USA et la Grande-Bretagne, a eu l'arrogance d'exiger de l'URSS qu'elle fasse cesser "un abus de la liberté de circulation, de nature à causer un trouble important non seulement dans les secteurs occidentaux de Berlin mais au-delà" (*le Monde*, 10-11 août).

Le droit d'asile "pour tous les réfugiés politiques" inscrit dans la constitution de la Bundesrepublik s'avère une tromperie cruelle pour les réfugiés d'Afrique et d'Asie. La frontière n'est "ouverte" qu'aux anticommunistes qui "choisissent la liberté".

Le 27 août, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl annonce de nouvelles mesures anti-immigrés et antiréfugiés, dont une amende de 2000 deutsche marks (6000 francs) pour les compagnies aériennes qui transporteraient en Allemagne de l'Ouest des passagers non munis de visas. Avec cette nouvelle législation, les compagnies aériennes seraient aussi obligées d'assurer le renvoi des réfugiés refoulés. Elles deviendraient ainsi des auxiliaires de la police ouest-allemande. L'annonce de ces mesures s'accompagne d'une recrudescence de la terreur raciste, y compris des attaques au cocktail Molotov contre des camps de toile qui servent de camps de réfugiés. Quand le chancelier déclare: "Nous ne sommes pas une nation d'immigration, et nous ne voulons pas en devenir une", il est clair que la bourgeoisie allemande ne s'attaque pas juste aux 0,2% de la population qui sont des "demandeurs d'asile", mais aussi aux quatre millions de travailleurs immigrés et à leurs

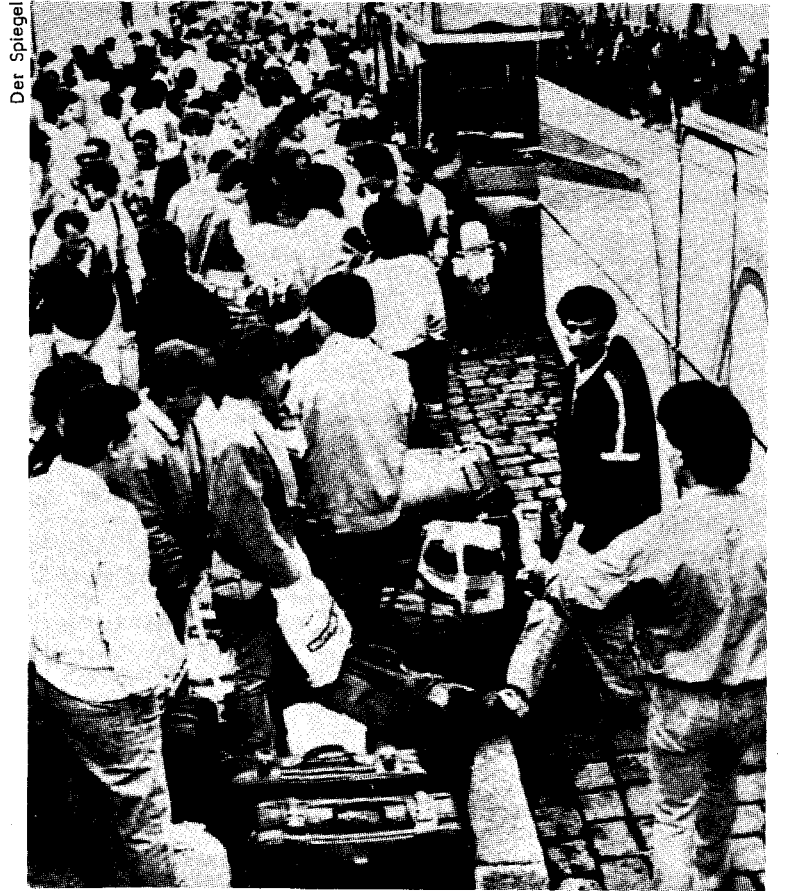
familles qui constituent une part importante de la classe ouvrière industrielle.

Les clameurs démagogiques sur l'*Ueberfremdung* [invasion] coïncident avec le 25e anniversaire du mur de Berlin et les tentatives d'attiser à cette occasion l'hystérie anticommuniste. Mais l'ironie du sort a voulu qu'au moment même où les politiciens ouest-allemands s'écriaient comme à l'accoutumée "*Macht das Tor auf*" ["A bas le Mur"], ils exigeaient que les Allemands de l'Est rendent ledit mur plus étanche -- pour arrêter les réfugiés du tiers monde. Il ne s'agit pas ici simplement d'hypocrisie bourgeoise: la crise capitaliste et la deuxième guerre froide, ça signifie aussi davantage de terreur raciste. Dans sa course à la guerre antisoviétique pour récupérer les marchés qui lui ont échappé, la classe capitaliste a besoin d'une classe ouvrière domestiquée, brisée et divisée.

Le sort des réfugiés en RFA et à Berlin-Ouest a attiré l'attention du monde entier quand 155 Tamouls ont été secourus au large de Terre-Neuve, au Canada, mourant de faim et entassés dans des canots de sauvetage. Arrivés en Allemagne pour fuir la terreur d'Etat du gouvernement de Sri-Lanka, ces Tamouls avaient payé l'équivalent de deux millions de francs à un capitaine de navire ouest-allemand, Wolfgang Bindel, pour qu'il les conduise au Canada. Tel un marchand d'esclaves, Bindel les a enfermés comme des animaux dans la soute de son bateau, ne leur donnant que de la nourriture avariée, et il les a abandonnés dans des canots de sauvetage où ils furent finalement secourus, dans un état d'épuisement total. Ils auraient pu en mourir. La presse bourgeoise ouest-allemande chercha d'abord à nier que ces Tamouls avaient fui la "terre promise du monde libre", et quand cela ne fut plus possible, on les dénonça comme "terroristes". Que ces réfugiés tamouls aient entrepris ce voyage dans l'horreur pour fuir l'Allemagne occidentale en dit long sur l'enfer qu'est ce pays pour les réfugiés!

LES REFUGIES DANS DES CAMPS

D'abord, à leur arrivée, les autorités d'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest essaient de se débarrasser des étrangers "indésirables" en leur refusant l'aide d'un traducteur ou en falsifiant leurs déclarations. Si cela ne marche pas, elles utilisent la technique de l'*Abschreckung* [intimidation]. Il y a trois ans, des réfugiés étaient abandonnés dans des gares. Maintenant, ils sont entassés dans des camps de toile, dans des abris qui ressemblent à des wagons à bestiaux ou dans des écoles et des hôpi-



Der Spiegel
Des réfugiés demandeurs d'asile politique sont embarqués de Berlin-Ouest vers des camps d'internement spéciaux en RFA.

taux en attendant d'être parqués dans des camps spéciaux pour réfugiés politiques. On interdit aux demandeurs d'asile politique de travailler pour deux ans. On interdit aux citoyens ouest-allemands de pénétrer dans ces camps sans une autorisation spéciale. Les accès en sont sévèrement contrôlés. On n'autorise même pas les réfugiés à sortir du territoire de la commune, ceci afin de les reléguer dans les petits villages où ces camps sont pour la plupart situés, sans aucun contact avec les ouvriers de leur pays d'origine. Toute activité politique est complètement interdite. A l'intérieur des camps, les conditions d'hygiène sont effrayantes, et la nourriture est souvent avariée et en général préparée sciemment au mépris des habitudes religieuses et culturelles des réfugiés. Après une période d'un à trois ans, l'asile politique est refusé à la plupart d'entre eux -- un asile politique qui est accordé de façon sélective pour servir la cause de l'anticommunisme. *Der Spiegel* (25 août) expliquait par exemple que "seulement 0,3% des Ghanéens, mais 72% des Afghans [...] se voient accorder le statut de réfugié".

Les conditions de vie inhumaines faites aux réfugiés politiques ont pour but de les obliger à quitter volontairement l'Allemagne de l'Ouest et à retourner vers la torture et la mort. La classe dirigeante ouest-allemande veut dissuader tous les réfugiés du tiers monde à la peau trop basanée de venir dans ce pays. Le ministre de l'Intérieur, Friedrich Zimmermann, déclarait au *Bayernkurier*: "Nous voulons l'asile politique seulement pour ceux qui sont vraiment persécutés et pas pour quiconque veut fuir la mauvaise situation chez lui pour venir dans la terre promise d'Allemagne de l'Ouest." Zimmermann est évidemment on ne peut plus qualifié pour définir ce qu'est une "vraie persécution": l'impérialisme allemand a joué un rôle central dans l'instauration de la dictature militaire en Turquie, et il est toujours prêt à participer à la répression contre la classe ouvrière partout où ses intérêts sont en jeu. Les autorités ouest-allemandes veulent même extraditer Süleyman Yagis, un militant du groupe de gauche Dev Yol qui a déjà obtenu l'asile politique en Suède et qui a été arrêté au cours d'un voyage entre le Danemark et les Pays-Bas. Dans une affaire simi-

laire, elles ont provoqué le suicide de Kemal Altun, qui attendait son expulsion dans une cellule.

"DEUTSCHLAND, DEUTSCHLAND UBER ALLES"

Les groupes fascistes, qui cherchent à marcher à l'avant-garde de la résurgence du nationalisme allemand, ont choisi les réfugiés comme une cible facile. N'ayant pas à craindre que la police les inquiète beaucoup, ils attaquent les tentes qui servent de camps de réfugiés à coups de cocktails Molotov et s'en prennent aux réfugiés eux-mêmes à coups de bannes de base-ball et d'autres armes. Mais nous n'avons pas ici affaire juste avec des fascistes et des racistes qui s'en vont attaquer les réfugiés. Les autorités ouest-allemandes ont érigé ces camps de toile, particulièrement vulnérables et bien visibles, pour désigner leurs victimes à cette racaille. Et si ces gangsters racistes rencontraient de la résistance de la part des réfugiés ou des militants de gauche, la police protégerait les fascistes, comme elle l'a fait à Berlin le 20 juillet. *Der Spiegel* (28 juillet) citait des gens qui déclaraient: "Nous devrions rouvrir Bergen-Belsen [camp de concentration de la période nazie]." Et l'existence des "camps de réfugiés" montre que l'impérialisme allemand n'a rien oublié de son passé hitlérien: ces camps ressemblent aux stalags qui avaient été installés par les nazis pour leurs *Fremdarbeiter* [travailleurs forcés] qu'ils avaient fait venir de l'Europe conquise pour les forcer à travailler dans des conditions telles que beaucoup d'entre eux en moururent. Et dans toutes les villes ouest-allemandes, qu'elles soient administrées par les démocrates-chrétiens ou par les sociaux-démocrates, il y a des services de police spécialisés pour les étrangers. A Berlin-Ouest, l'AGA (*Arbeitsgemeinschaft gezielte Ausländerüberwachung*) patrouille dans les rues et le métro à la recherche des immigrés en situation "irrégulière", comme en Afrique du Sud, et surveille des milliers de "mariages mixtes", y compris en inspectant les lits des couples. Le soutien occulte aux fascistes ne se limite pas à la police. Quand, en décembre dernier, des skinheads fascistes assassinèrent l'ouvrier turc Ramazan Avcis (cf. *le Bolchévik*



Der Spiegel
Berlin-Ouest -- Un camp de toile destiné aux réfugiés incendié par des terroristes fascistes.

Asile politique pour les Tamouls au Canada !

Pour les 155 réfugiés tamouls retrouvés dérivant près des côtes de Terre-Neuve, le Canada représentait leur dernier espoir. Après avoir fui les pogroms anti-Tamouls et la terreur d'Etat du gouvernement sri-lankais de J.R. Jayewardene, ils ont dû fuir l'Allemagne de l'Ouest où ils avaient été parqués dans de véritables camps de concentration. Leurs possibilités d'obtenir l'asile politique en RFA étaient quasi inexistantes. Le Canada leur a octroyé l'asile pour un an, mais, dans le plus pur style reaganien, Ottawa a menacé de déporter tout réfugié soupçonné d'être un "terroriste" -- c'est-à-dire quelqu'un qui soutient les guérilleros, les "Tigres" luttant pour un "Tamil Eelam" indépendant de l'Etat lankais de la majorité cinghalaise. Entre-temps, les réfugiés sont devenus la cible d'une campagne raciste au Canada.

A leur arrivée, ils n'ont pas eu l'accueil chaleureux accordé aux criminels de guerre nazis, aux anticommunistes polonais et autres contre-révolutionnaires du même acabit qui ont trouvé un port de salut au Canada. Au lieu de cela, les Tamouls réfugiés ont rencontré une vague de racisme blanc attisé par les médias bourgeois. Le *Toronto Sun* titrait: "Renvoyez-les", "Fermez les portes aux faux réfugiés" et "Le Canada se fait avoir par les clandestins".

Et bien entendu, les fascistes profitent de cette hystérie chauvine. Le Ku Klux Klan et l'"Aryan Nation" étaient déjà actifs dans la province d'Alberta, exploitant le racisme contre la communauté indienne,

en particulier les Sikhs. Un ancien dirigeant de la "Western Guard" (une organisation paramilitaire qui se réclame de Hitler) a organisé une manifestation de haine raciale anti-Tamouls à Toronto le 25 août, au nom de la "Coalition canadienne pour la paix par la force", antisoviétique.

Ces terroristes racistes sont une menace pour tout le monde. Ils doivent et peuvent être arrêtés par une mobilisation de masse du mouvement ouvrier et des minorités. Cependant, Ed Broadbent, le dirigeant du New Democratic Party, social-démocrate, a exigé de façon scandaleuse "un réexamen plus serré de toutes nos procédures d'immigration" pour empêcher les "abus" des "rois de l'arnaque". Nos camarades de la Trotskyist League of Canada ont publié en septembre un supplément à leur journal, *Spartacist Canada*, qui déclare: "Le mouvement ouvrier, les socialistes, les Noirs, les Indiens et les autres minorités doivent se mobiliser ensemble avec tous les combattants pour la justice sociale et les opposants à la terreur raciste pour exiger: l'asile politique immédiat, inconditionnel et sans restriction pour tous les réfugiés tamouls et pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs immigrés".

Depuis 1983, année où des centaines de Tamouls ont été brûlés vifs ou taillés en pièces par des émeutiers racistes et des soldats organisés par le gouvernement de Jayewardene, plus de 300000 Tamouls se sont enfuis de Sri-Lanka. Au cours des deux dernières années,



Ces réfugiés tamouls chassés de Sri-Lanka ont fui la RFA.

Tom Anstey/Canadian Press

des milliers de jeunes Tamouls sont tombés sous le coup de l'"état d'urgence" qui permet de détenir des "suspects" jusqu'à 18 mois, souvent sans inculpation. En juin, lors d'un vaste coup de filet, 600 policiers ont arrêté 350 Tamouls qui étaient "incapables de fournir une explication satisfaisante quant à leur présence à Colombo" (*Daily News* [de Ceylan], 7 juin). Ce régime cruel refuse maintenant aux Tamouls le droit d'être, dans la capitale de leur propre pays sans un laissez-passer de style sud-africain! Et les forces armées continuent leur campagne de terreur contre les Tamouls dans le Nord et dans l'Est.

Le gouvernement bonapartiste de Jayewardene, qui veut faire de Sri-Lanka une place forte pour les menées de guerre antisoviétique de l'impérialisme US, s'attaque à toute forme de lutte de classe ou de lutte sociale. Le port de Trincomalee ne doit pas tomber

entre les mains ensanglantées de l'impérialisme US! Troupes, hors des territoires tamouls! Droit à "Tamil Eelam"! Pour une fédération des républiques ouvrières d'Eelam et de Lanka, dans le cadre d'une fédération socialiste de l'Asie du Sud!

Aujourd'hui, la bourgeoisie canadienne parasite (qui dirige un Etat créé par des "réfugiés" contre-révolutionnaires défaits par la révolution bourgeoise américaine) se voit toujours comme un poste avancé de l'Empire britannique dont la tâche est d'endiguer la vague des "hordes basanées" et de garder le Canada blanc.

Comme le supplément de *Spartacist Canada* le déclare, "seule la révolution ouvrière internationale peut en finir pour toujours avec le règne du capital qui engendre l'horreur sanglante de terreur communautaire à Sri-Lanka et les attaques et la terreur racistes ici en Amérique du Nord".

n°63, mai), ils s'en tirèrent avec seulement quelques années de prison parce que le procès avait eu beaucoup de retentissement -- et ce alors qu'avec la "justice" ouest-allemande, si on est "présupposé appartenir" au groupe terroriste de gauche, la RAF, cela signifie 15 ans de cellule de haute sécurité.

Le mot d'ordre fasciste "*Deutschland den Deutschen*" ("L'Allemagne aux Allemands") est aujourd'hui devenu la politique du gouvernement. Et on chante à nouveau dans les écoles le cri de guerre impérialiste des deux guerres mondiales, "*Deutschland, Deutschland über alles!*" Dans le land de Bade-Wurtemberg, les enfants apprennent à l'école l'hymne national dans sa totalité, y compris le couplet "*Von der Maas bis an die Memel*" ["De la Meuse à la Memel"] qui évoque le rêve d'un Reich s'étendant de la Belgique à ce qui est aujourd'hui l'Union soviétique.

L'UNITE CONTRE LES REFUGIES

Avec l'approche des élections au parlement fédéral, en janvier 1987, les démocrates-chrétiens de la CDU et le führer bavarois Franz-Joseph Strauss, actuellement au pouvoir, jouent avec la résurgence du nationalisme en chemises brunes pour augmenter leurs chances électorales. Ils espèrent un succès tout particulier en mettant en avant l'antisoviétisme. Un porte-parole de Kohl a déclaré, en employant la "novlangue" démocratique: "La RDA [Allemagne de l'Est] viole toutes les règles humanitaires en attirant des gens [en RDA] et en les canalisant ensuite vers Berlin-Ouest" (*Hamburger Abendblatt*, 28 juillet). Ils veulent faire passer les tentatives désespérées des réfugiés, qui fuient la terreur génocide à Sri-Lanka ou ailleurs et arrivent à Berlin-Ouest, comme un complot communiste pour envahir Berlin-Ouest, la "ville en première ligne", l'"îlot de liberté au milieu du totalitarisme communiste". Ils vont jusqu'à tenir les stalinien est-allemands pour responsables de l'existence des fascistes -- un soi-disant complot communiste pour ternir la réputation internationale de la RFA!

Les sociaux-démocrates du SPD se déclarent contre la restriction du droit d'asile proclamé dans la constitution ouest-allemande. Mais ce n'est pas parce qu'ils se soucient du sort des réfugiés politiques dans les camps ouest-allemands, ou qu'ils

de "refouler le communisme" par la contre-révolution de l'intérieur.

Quant à eux, les dirigeants stalinien de République démocratique allemande (RDA) ont conclu un marché traître et criminel avec Bonn -- marché approuvé par le SPD qui

pour défendre les intérêts nationalistes de la bureaucratie stalinienne. D'après le journal à scandale *Bild*, de nouvelles négociations sont en cours en coulisses entre Bonn et Berlin-Est pour s'en prendre aux réfugiés.

La gauche ouest-allemande et les petits-bourgeois radicaux comme les Verts (eux-mêmes porte-étendard du nationalisme allemand) n'organisent aucune opposition efficace aux persécutions, à la violence et au harcèlement chauvins contre les réfugiés politiques. La fédération syndicale DGB, dirigée par la social-démocratie, est restée largement silencieuse, et ses bureaucrates sont souvent complices en concluant des accords avec les capitalistes pour chasser les ouvriers immigrés -- afin de sauver quelques emplois pour les travailleurs allemands de souche. Pourtant, c'est le prolétariat organisé, avec son importante composante immigrée, qui a la puissance nécessaire pour battre en brèche ces attaques racistes et nationalistes.

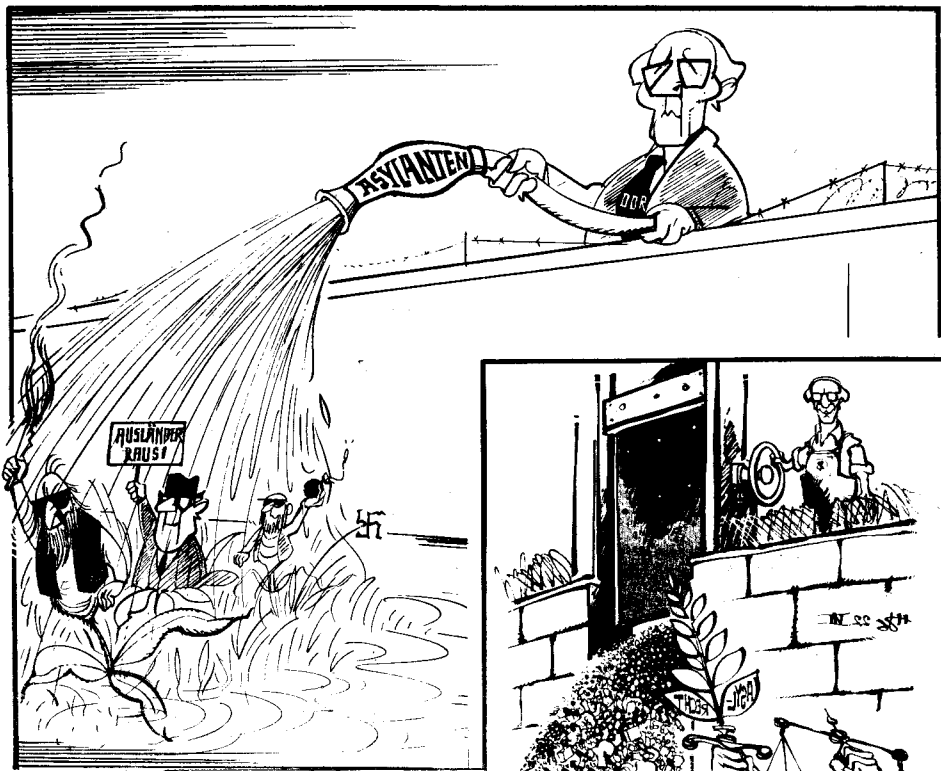
BERLIN: LIGNE DE FRONT DE LA GUERRE FROIDE

La nature des appétits de l'impérialisme allemand pour "récupérer l'Est" a été clairement montrée avec la commémoration, cette année, de la construction du mur de Berlin.

Un rassemblement de trois mille jeunes démocrates-chrétiens, dont le voyage à Berlin-Ouest était payé par le gouvernement, fut passé en revue par Richard Burt, l'ambassadeur de Reagan. Le maire démocrate-chrétien Dieppen prit la parole: "La frontière de Berlin doit devenir plus perméable [pour les réfugiés de l'Est]." Et après le rassemblement officiel, deux cents manifestants -- des skinheads fascistes la croix gammée au front et autre racaille réactionnaire qui étaient parmi l'auditoire -- franchirent la frontière est-allemande: "Hitler va revenir", criaient-ils, essayant de se faire transformer en martyrs de l'anticommunisme en provoquant les gardes-frontières est-allemands. Hystériques, ils ont arraché d'un mât un drapeau est-allemand, ils l'ont déchiré et en ont jeté les morceaux en direction

Suite page 8

Propagande raciste et antisoviétique en RFA



A gauche, le chef d'Etat est-allemand Honecker, favorisant la croissance des terroristes nazis à Berlin-Ouest avec des "asylants" (réfugiés). A droite, il ouvre une vanne dans le Mur pour noyer le droit d'asile dans un flot à la peau sombre.

veillent les défendre. Le gouvernement SPD de Helmut Schmidt a expulsé plus de 800000 travailleurs étrangers. Et le SPD partage les appétits revanchards de l'impérialisme allemand, le *Drang nach Osten* [poussée vers l'Est] qui était le cri de guerre de Hitler. Les sociaux-démocrates essaient de se présenter comme l'alternative "démocratique" aux stalinien, avec comme objectif

en réclame un autre! En juillet 1985, en échange d'un crédit de plus de deux milliards de francs par an, le gouvernement est-allemand a accepté d'empêcher les Tamouls non munis de visas valides de pénétrer à Berlin-Ouest. C'est là la logique scandaleuse de la "coexistence pacifique" avec les impérialistes: on marchande la vie de réfugiés qui fuient la terreur raciste, tout cela

Le Nicaragua dans le collimateur US

Reportage d'Esteli

Sept ans après la révolution sandiniste qui a renversé le tyran Anastasio Somoza, soutenu par les Etats-Unis, les masses nicaraguayennes se préparent à résister à une escalade des attaques des *contras*, les "détachements avancés" d'une agression américaine directe. Le vote par la Chambre des représentants américains, en juillet dernier, de cent millions de dollars d'aide pour les contre-révolutionnaires somozistes, est généralement considéré ici comme un feu vert donné au déclenchement de raids de bombardement des B-52 et à l'envoi des Marines. Même les partis bourgeois de l'opposition parlementaire nicaraguayenne se plaignent de ce que le vote de l'aide aux *contras* "présage davantage de violences et de souffrances pour les Nicaraguayens". La racaille mercenaire de la CIA va certes intensifier ses attaques meurtrières contre des cibles non militaires, mais personne ne leur donne la moindre chance d'ébranler le régime nationaliste-radical du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Au Nicaragua, tout le monde est bien conscient de l'énorme arsenal que les Etats-Unis ont "prépositionné" au Honduras, des vols de reconnaissance effectués deux fois par jour par les avions espions U-2 et RC-135, des patrouilles continues des navires de guerre américains au large des côtes. Comme l'a expliqué Ricardo Wheelock, chef des services de renseignements de l'armée sandiniste: "[Les *contras*] vont continuer à attaquer l'économie et la population civile, mais il est évident que les efforts de guerre US dans la région depuis 1983 ont été conçus dans le cadre de la stratégie d'ensemble d'intervention US directe" (*Barricada Internacional*, 24 juillet). Et les Nicaraguayens sont décidés à répondre à cette menace par une guerre du peuple. Quelque 400000 fusils ont été distribués aux trois millions de Nicaraguayens, et ici, lors de la cérémonie commémorant l'insurrection populaire dirigée par le FSLN, on entendait ce mot d'ordre: "Nous sommes trois millions pour vaincre vos cent millions de dollars."

Cette année, les festivités du 19 juillet avaient lieu à Esteli, à seulement 39 km du Honduras et des camps de *contras* disséminés le long de la frontière. Organiser ces célébrations dans une zone de guerre constituait de la part des sandinistes une démonstration de force militaire et politique. Esteli est connu comme la ville "trois fois héroïque" à cause des trois insur-

rections de sa population contre la puissante Garde nationale de Somoza, en 1978-1979. La ville avait été pratiquement détruite par les bombardements de l'armée de l'air somoziste et reconstruite de ses ruines et de ses cendres par ses habitants. Les *estelenos* continuent à soutenir activement la révolution, dépassant les quotas de production

les collines, une jeune Américaine remarquait combien il était étrange d'être protégé par des armes soviétiques contre les mercenaires armés par les Etats-Unis.

Lors des célébrations, la foule était peu enthousiaste, reflétant le conservatisme social des paysans des provinces du Nord. Les plus actifs étaient un groupe du Mouvement



Les Nicaraguayens sont déterminés à défendre leur révolution. 400000 fusils ont été distribués à la population.

et s'enrôlant avec enthousiasme pour le service militaire. Parmi les 50000 personnes rassemblées dans le stade voisin entouré de collines verdoyantes, il y avait aussi des paysans de la province de Las Segovias, là où Sandino s'était battu contre les Marines dans les années 20.

Des centaines de soldats et de miliciens avaient pris position le long de la route de Managua, au sud de la ville, pour protéger un convoi d'autobus en provenance de la capitale et transportant des invités étrangers, dont des Américains. Kalachnikov à l'épaule, ils patrouillaient dans les collines en prévision d'une attaque des *contras* qui avaient été annoncée, mais qui n'eut pas lieu. Les très efficaces bataillons de combat irrégulier (BLI) de l'armée sandiniste avaient passé au peigne fin la campagne autour d'Esteli au cours des semaines précédant les festivités. Une fois passée la ville de La Trinidad, occupée brièvement par les *contras* il y a un an, le convoi traversa une vallée encaissée, une zone favorite pour les embuscades. Quand deux hélicoptères soviétiques MI-24 survolèrent le convoi, à la recherche de troupes *contras* dans

de jeunesse du 19 juillet sandiniste, qui dansait et clamait avec vigueur: "No pasaran" [Ils ne passeront pas] et "Poder popular" [Pouvoir populaire]. Le président sandiniste Daniel Ortega prit la parole pendant une heure et demie, rappelant les horreurs que cinq années d'agression américaine ont infligées au peuple nicaraguayen: 31290 victimes nicaraguayennes dans les deux camps de la guerre par procuration US, 1,5 milliard de dollars de pertes économiques, la destruction de dispensaires, d'écoles et de maisons. Il parla de la réforme agraire qui s'était fortement accélérée cette année, avec la distribution aux paysans de presque deux millions d'hectares.

Les applaudissements les plus nourris ont été quand Ortega a parlé de l'interdiction de la *Prensa*, l'organe de la CIA, et de l'exil de deux évêques contre-révolutionnaires. Peu avant, lors de la commémoration de la marche de Managua vers Masaya, quand le dirigeant sandiniste avait fait référence à la "suspension indéfinie" de la *Prensa*, la foule avait répondu en réclamant: "Qu'on la brûle!" Mais Ortega a souligné que ces mesures ne signifiaient pas un changement d'orientation politique.

"L'état d'urgence a été décrété pour préserver le pluralisme politique et l'économie mixte, dans le cadre des limites constitutionnelles", a-t-il déclaré à Esteli. Les tentatives du FSLN pour faire alliance avec une mythique "bourgeoisie patriotique" sont une menace mortelle pour la révolution, car le pouvoir économique des capitalistes représente une des armes les plus stratégiques des *contras*.

Le 27 juin, Ortega déclarait devant des combattants de la capitale: "Nous ne voulons pas tuer de jeunes Nord-Américains. Mais s'ils viennent nous tuer, que ce soit comme conseillers ou avec les troupes d'invasion yankees, ils mourront ici." Etant donné que les *contras* sont une fois encore ouvertement contrôlés par la CIA et maintenant entraînés par des "conseillers" bérêts verts, l'aide aux *contras* est partie intégrante des plans américains pour une attaque directe. Même John Ferch, l'ambassadeur américain au Honduras récemment limogé, déclarait que "c'est en réalité juste le premier pas", et il ajoutait que l'administration Reagan poursuivait un "but militaire", à savoir écraser le régime sandiniste. Un rapport du Pentagone parvenu à la presse en mai révélait qu'une tentative d'invasion impliquerait 100000 soldats de l'US Army, plus des forces navales et aériennes substantielles, le tout coûtant 9 milliards de dollars la première année.

Cependant, même aujourd'hui, alors que les fantoches centraméricains de Washington et les puissances régionales comme le Mexique cherchent à utiliser "Contradora" pour désarmer la révolution nicaraguayenne et étrangler les insurgés de gauche au Salvador et au Guatemala, Ortega renouvelle son soutien à ce piège perfide de "limitation des armements". Le sort des ouvriers et des paysans de l'isthme tout entier est lié. Aujourd'hui, au Nicaragua, un parti léniniste-trotskyiste est plus nécessaire que jamais — un parti avec un programme pour défendre, compléter et étendre la révolution. Et aux Etats-Unis également, où les Démocrates dansent sur l'air de Reagan, les révolutionnaires doivent lutter pour une action ouvrière contre l'agression yankee. La "guerre de Reagan" ne sera pas populaire sur le front intérieur — ce ne sera pas juste trois millions de Nicaraguayens contre une invasion américaine.

Des dizaines de millions d'Américains, qui n'ont pas oublié le Vietnam, peuvent être mobilisés contre cette aventure impérialiste sanglante au moyen d'une lutte révolutionnaire dans le ventre de la bête.

—Traduit de Workers Vanguard n°409

Berlin...

Suite de la page 7

des Vopos. Plus tard, des objets incendiaires provoquaient un début d'incendie sur un chemin de ronde. Alors qu'habituellement on ne peut pas faire cent mètres à Berlin sans remarquer une forte présence policière (et d'autant plus le long du Mur), là les flics avaient disparu pour permettre cette provocation. Quelques jours avant, s'était produit un attentat à la bombe contre le Mur. Ces provocations et ces attaques terroristes ne sont que l'expression "irrégulière" du désir de la bourgeoisie allemande de détruire l'Etat ouvrier est-allemand, de reconquérir l'Europe de l'Est.

La division de l'Allemagne est le résultat de la défaite de l'impérialisme allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale, défaite infligée par l'Armée rouge soviétique. Vingt millions d'ouvriers et de paysans soviétiques sont morts dans le déluge de feu et de fer de la guerre impérialiste et pendant la libération de l'Est de l'Europe et de l'Allemagne

de la terreur et du génocide nazis. Après la guerre, l'impérialisme US s'est retourné contre son ex-allié soviétique et a transformé l'Allemagne de l'Ouest en avant-poste contre l'URSS, remettant à cet effet au pouvoir d'anciens nazis avec une couverture "démocratique". La bureaucratie stalinienne russe fut alors forcée de transformer bureaucratiquement l'Allemagne de l'Est en un Etat ouvrier déformé, au moyen d'une "révolution sociale par en haut". Cela aussi signifiait la destruction simultanée de tout mouvement ouvrier indépendant de l'appareil stalinien, comme on le vit avec l'écrasement de la grève générale est-allemande de 1953 — grève générale au cours de laquelle les ouvriers, bien que conservant encore des illusions dans le SPD proimpérialiste, appelaient à l'"unification socialiste".

En 1961, la bureaucratie stalinienne a été obligée de construire le mur de Berlin parce que son "socialisme dans une moitié de pays" tournait au désastre. Des centaines de milliers de paysans fuyaient la collectivisation forcée, et des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés cherchaient de meilleures conditions de vie dans

une Allemagne de l'Ouest qui n'était pas comme aujourd'hui ravagée par le chômage. En 1961, ces réfugiés qui traversaient la frontière d'est en ouest n'étaient pas considérés par les politiciens ouest-allemands comme un fardeau, mais comme une occasion de miner l'Etat ouvrier est-allemand et derrière lui l'Union soviétique. Le mur de Berlin est un monument monstrueux de la trahison stalinienne, la conception illusoire de la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Pourtant, il doit être défendu par la classe ouvrière allemande et internationale contre les attaques impérialistes — une nouvelle "opération Barbarossa" qui ne peut aboutir qu'à la destruction nucléaire de l'humanité tout entière. Le Mur doit être défendu parce qu'il constitue la frontière d'un Etat ouvrier (bien que bureaucratiquement déformé) qui incarne encore les acquis de la révolution d'Octobre russe. Malgré la gabegie bureaucratique, l'Allemagne de l'Est et l'Europe de l'Est ne comptent pas vingt millions de chômeurs comme l'Europe de l'Ouest capitaliste. Mais le Mur symbolise aussi la division d'une classe ouvrière puissante. La bourgeoisie allemande veut mobiliser les sentiments nationaux de la classe

ouvrière ouest-allemande en vue d'une réunification capitaliste contre-révolutionnaire de l'Allemagne, un nouveau quatrième Reich destiné à reconquérir l'Europe. Il faut un parti trotskyiste allemand, section allemande d'une Quatrième Internationale reforgee, pour mobiliser la classe ouvrière allemande, y compris son importante composante immigrée, pour une révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest et une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne en Allemagne de l'Est pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Les ouvriers allemands abattent le Mur, obstacle à la reconstruction socialiste de l'Europe.

Sous Lénine et Trotsky, la Russie rouge avait établi le principe d'étendre les droits de citoyenneté à tous les travailleurs étrangers dans le pays des soviets, ainsi qu'à tous les réfugiés fuyant les persécutions des réactionnaires. Seule la révolution ouvrière internationale peut mettre fin pour toujours au règne sanglant du capital qui attise la terreur raciste depuis Sri-Lanka jusqu'à l'Europe et à l'Amérique du Nord.

Chirac livre des Basques espagnols aux néo-franquistes

Bas les pattes devant les réfugiés basques !

30 août — Pedro Guridi Iriarte et Fernando Eguileor, deux nationalistes basques réfugiés, viennent d'être livrés par le gouvernement Chirac aux tortionnaires de la police espagnole. Depuis le 19 juillet, cinq autres réfugiés — Txema Lopez Barona, Juantxo Nafarete, José Luis Artola Amenze, Juan Ramon Ruiz de Gauna et Dobaran Urriaga — ont été expulsés. Encore une fois, Chirac et Cie renouent avec la tradition de Pétain, qui avait livré à Franco l'ancien président de Catalogne, Companys, et de nombreux militants ouvriers espagnols. C'est toute la communauté basque espagnole réfugiée en France qui est visée. Ceux qui échapperont aux balles des tueurs du Groupe anti-terroriste de libération (GAL) seront envoyés dans les geôles du roi franquiste.

Depuis des années, les réfugiés basques en France sont la cible du GAL, véritables "escadrons de la mort" composés de truands et de fascistes téléguidés de Madrid. Et Felipe Gonzalez, premier ministre "socialiste" de sa majesté Juan Carlos, est le responsable de cette "sale guerre". La "démocratie" espagnole (le pays européen qui a le nombre de policiers le plus élevé par tête d'habitant) a gardé intact l'appareil policier du franquisme qui occupe le Pays basque espagnol. Le 6 août, une conférence de presse de Herri Batasuna, le parti indépendantiste du Pays basque espagnol, a annoncé que les cinq premiers expulsés avaient été maltraités par la police et que deux d'entre eux avaient été torturés. C'est une pratique *quotidienne* dans ce pays opprimé: un rapport d'Amnesty International d'avril 1984 avait déjà dénombré 3500 cas semblables depuis 1981.

Bien qu'aucun d'entre eux n'ait été inculpé de quoi que ce soit sur le territoire français, les sept nationalistes ont tous été étiquetés chefs de l'ETA militaire, l'organisation terroriste basque, et accusés de préparer des attentats — une simple justification pour leur expulsion "selon la procédure d'urgence". Mais le 5 août, Raimond, le ministre des Affaires étrangères, avait déjà annoncé de futures expulsions — preuve que ces "complots" sont "découverts" au fur et à mesure des besoins de Madrid et de Paris!

les sept n'avaient pas reçu le statut de réfugié politique. D'après Christine Fando et Mireille Glayman, les avocats des militants basques, "le refus d'accorder le statut de réfugié politique est systématique, quels que soient les éléments contenus dans les dossiers [...]". Avant, lorsqu'un Basque était victime d'un attentat, cela suffisait. Aujourd'hui, même ces preuves évidentes ne sont plus suffisantes" (*Libération*, 29 novembre 1985).

Le régime du 16 mars a élevé la "bavure" policière et le délit d'opinion politique en système au nom de la chasse aux sorcières "antiterroriste" et de l'hystérie sécuritaire raciste. L'expulsion des Basques n'est qu'une nouvelle manifestation du règne de l'arbitraire policier. Les réfugiés se trouvent à l'intersection de la guerre froide antisoviétique et de la campagne raciste anti-immigrés: même *Libération* (24 juillet) a remarqué que "sur 171 790 réfugiés [actuellement en France], au moins 130 000 ont fui des régimes communistes", alors que les Tamouls ou les Basques se voient de plus en plus systématiquement refuser le statut de réfugié. Pour les victimes des dictatures néo-coloniales, il s'agit au mieux d'un asile précaire, comme vient le rappeler le cas de Paulin Loussou. Cet opposant au régime togolais n'a pu obtenir un sursis à son expulsion (une faveur accordée par Fabius à ce régime client de l'impérialisme français) que grâce à une énergique campagne de défense menée par le PCF.

Par contre, les réformistes du PCF n'ont donné qu'un soutien verbal aux militants basques. Et la social-démocratie — qui avait déjà extradé trois Basques en septembre 1984 — donne aujourd'hui un soutien tacite à Chirac. Mais le mouvement ouvrier français doit réagir et renouer avec la solidarité internationaliste des années 70 qui sauva plusieurs militants espagnols des mains du bourreau. Les droits démocratiques sont indivisibles; nous avons vu comment en France la terreur policière raciste s'est élargie à toutes les couches de la population. L'expulsion des Basques se place dans le cadre d'une préparation d'un assaut en règle contre le mouvement ouvrier organisé. Mitterrand-Chirac, bas les pattes devant les nationalistes basques! Droit d'asile pour toutes les victimes de la terreur

des attentats du GAL". La presse bourgeoise a repris ce raisonnement: les indépendantistes n'ont de choix qu'entre l'expulsion et l'assassinat. En réalité, la police et la justice françaises ne sont pas impuissantes devant les tueries du GAL, mais complaisantes: "Le mauvais sort judiciaire s'acharne, en effet, sur ces dossiers du contre-terrorisme basque qui ont presque tous été frappés de nullité pour irrégularités de procé-

mentaires ont été relâchés, faute de preuves — une soi-disant manifestation de l'indépendance de la magistrature espagnole. En réalité, c'était une mise en scène: le tribunal en question, l'Audencia nacional, est un tribunal d'exception (dénoncé par le PSOE de Gonzalez avant qu'il prenne lui-même le pouvoir) qui a remplacé le Tribunal d'ordre public, franquiste, et il a condamné le troisième militant à 54 ans de prison sur la base de ces mêmes preuves non existantes. Il ne s'agissait pas seulement de préparer de nouvelles livraisons aux tortionnaires de la Guardia civil. Les Basques sont devenus des pions dans une manœuvre de guerre froide. Le délégué de Gonzalez au Pays basque espagnol a expliqué: "L'année dernière, il était important que la France réponde à nos demandes d'extradition, montrant par là même que l'Espagne était un pays démocratique [...]. Nous préférons que les Français poursuivent leur politique d'expulsion, et de placement en résidence surveillée. C'est beaucoup plus efficace" (*Libération*, 3 avril).

Il fallait bien que l'Espagne de "Felipe" ait son certificat de "démocratie" avant son entrée dans la CEE, ce complément économique de l'OTAN. Cette entrée, présentée par le PSOE comme le remède miracle aux maux économiques du pays (Gonzalez, qui avait promis de créer 800 000 nouveaux emplois, a présidé à la destruction de pans entiers de l'industrie espagnole, avec pour résultat un taux de chômage de 22%) préparait à son tour le référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN. Ce référendum de mars dernier a été transformé par "Felipe" en plébiscite: le chantage d'un retour de la droite et d'une "expulsion" de la CEE lui a permis de vaincre une forte opposition populaire à l'OTAN.

Ainsi, les "socialistes" de l'OTAN à Paris ont donné un certificat de "démocratie" à la monarchie espagnole pour aider leurs compères madrilènes à mieux intégrer l'armée espagnole aux préparatifs de troisième guerre mondiale antisoviétique. Et maintenant Gonzalez collabore étroitement avec les successeurs de Fabius pour tenter de venir à bout du mouvement indépendantiste basque.

DROIT A L'AUTODETERMINATION POUR LE PEUPLE BASQUE!

Pendant une décennie, le PSOE et le PCE ont étouffé les luttes ouvrières en se servant du chantage d'un putsch militaire; ils ont ainsi permis la modernisation de l'Etat fort franquiste sous l'égide de Juan Carlos. Le putsch manqué de février 1981 a bien montré que l'armée n'est responsable que devant le roi. A l'encontre de la campagne de propagande actuelle dans la presse, l'ETA n'est pas un groupuscule isolé du genre Action directe. L'ETA jouit de la sympathie d'une large partie de la population basque (même si Herri Batasuna, le parti légal qui partage son programme, reste minoritaire au plan électoral), parce que tout le monde sait que l'"autonomie" accordée au Pays basque ne règle rien. Ce sont toujours les mêmes Gardes civils qui occupent le pays, tuent et torturent.

Gonzalez veut reprendre ce que ses prédécesseurs franquistes ont dû concéder par peur de la vague de grèves et de l'effervescence nationaliste après la mort de Franco. Il



Le 30 août dernier, Juan Ramon Ruiz de Gauna était livré aux griffes des flics et de la "justice" franquistes.

dure ou défaut de preuves. La chambre d'accusation de Pau, si prompt à reconnaître la validité des demandes d'extradition formulées par l'Espagne contre les 'Ettarras', paraît éprouver quelque réticence juridique en ce qui concerne les fautes du GAL" (*le Monde*, 11 avril 1985).

Ces "fautes" consistent en des assassinats dans les bars, les restaurants ou la rue, pour terroriser les réfugiés et les couper du soutien de la population du Pays basque français. Toute comparaison entre les tueurs à gages du GAL et le terrorisme de l'ETA n'est qu'un amalgame crapuleux. L'ETA s'attaque principalement aux représentants de l'appareil répressif qui sont responsables de l'oppression nationale des Basques. C'est certes une stratégie de désespoir petit-bourgeois, impuissante et opposée à la mobilisation du prolétariat, mais nous ne renvoyons pas les militants de l'ETA dos-à-dos avec leurs tortionnaires; il faut les défendre contre la terreur de l'Etat bourgeois.

Mais, si les sociaux-démocrates français (les commanditaires de l'attentat contre le *Rainbow Warrior*) n'hésitaient pas à parler des "crimes de sang" commis par l'ETA, c'est parce que c'est Fabius qui, pour la première fois dans l'histoire, avait accordé à Madrid l'extradition de trois indépendantistes basques, brisant ainsi un "tabou", comme *Libération* l'a souligné à l'époque. Les hypocrites du PS étaient si peu sûrs de la "démocratie" espagnole qu'ils avaient dû jurer leurs grands dieux que l'intégrité physique des trois Basques serait garantie.

En avril 1985, deux de ces trois



25 septembre 1984 — La LTF à la manifestation contre la livraison à Madrid par Mitterrand de trois militants basques espagnols.

Les ordonnances de 1945, complétées par la loi du 16 octobre 1981, interdisent justement l'expulsion vers le pays d'origine si l'expulsé la refuse ou s'il doit être remis à la police de son pays. Mais ce gouvernement réactionnaire justifie ces extraditions à peine maquillées par le fait que

réactionnaire!

LA TRAITE DES BASQUES

La dernière expulsion en date, celle de Guridi, a été justifiée par un arrêté ministériel de janvier 1984 qui parle "du climat d'insécurité régnant sur la côte basque à cause

Basques...

Suite de la page 9

a l'avantage d'avoir en face de lui une classe ouvrière affaiblie par les "restructurations" et démolies par la collaboration de classe de ses dirigeants. Il a déjà restreint les budgets des "régions" pour leur rappeler qui est le maître dans la maison.

Comme nous l'avons écrit dans l'article "Mitterrand livre les Basques aux bourreaux espagnols" (*le Bolchévik* n°49, octobre 1984), "les marxistes défendent le droit à l'autodétermination, qui est un droit démocratique, pour les nations catalane et basque. Mais nous ne préconisons pas la régionalisation et la fédération comme solutions à la suppression de ces droits nationaux. La question des droits nationaux se ramène finalement à celle de savoir qui a les fusils -- la question de l'armée et du pouvoir d'Etat [...]."

"Mais, pour le moment, des révolutionnaires en Espagne, tout en défendant sans restriction le droit des différentes nations à l'autodétermination, chercheraient avant tout à con-

centrer leurs efforts sur les luttes qui mobiliseront le prolétariat tout entier contre le régime d'Etat fort que Gonzalez et Juan Carlos ont hérité de Franco."

La sécession du Pays basque et de la Catalogne, les deux régions les plus développées du pays, priverait l'Espagne des deux secteurs les plus combattifs, les plus importants et les mieux organisés de son prolétariat. C'est pourquoi les marxistes n'appellent pas aujourd'hui à l'exercice du droit à l'autodétermination en Espagne. Seul un bain de sang nationaliste, une catastrophe historique qui empêcherait toute perspective d'une lutte commune de la classe ouvrière multinationale, pourrait justifier une telle sécession. Mais nous défendons les indépendantistes basques contre la terreur de l'Etat espagnol.

Seul le prolétariat victorieux peut jeter les bases de la libération nationale des Basques et des autres nationalités opprimées. Pour un parti trotskyste en Espagne, section espagnole d'une Quatrième Internationale re-forgée! En avant vers la fédération soviétique des républiques ouvrières ibériques dans le cadre de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe! ■



AFP
Non content d'envoyer les réfugiés basques à la torture néo-franquiste Pasqua envoie sa police contre ceux qui osent protester. Le samedi 30 août, dans les rues du vieux Bayonne où les gangsters du GAL assassinent impunément, les flics chargent et font cinq blessés parmi les manifestants mobilisés à l'appel des comités de soutien aux réfugiés basques. Déjà le 9 août, dans une manifestation similaire, la police matraquait sauvagement un militant et une vieille dame qui passait par là.

Menace policière...

Suite de la page 1

l'exemple sud-africain et évité toute mention des faits "subversifs".

La presse ne doit pas être exposée aux menaces réactionnaires pour ses reportages. Mais, en fait, cette presse se pose en meilleur défenseur de la police! Ainsi, *Libération* (13 août) a rétorqué: "Tous ceux qui, en France, pour une raison ou une autre, rêvent de déstabiliser l'institution policière ont deux alliés de choix: Charles Pasqua et Robert Pandraud." Pour sa part, *le Matin* (6 août) a craché sur les obsèques de William Normand, titrant: "Un nouveau martyr pour le PC".

Cette presse, qui vante les mérites de la "libre entreprise", a pris peur devant la répression meurtrière qui précisément accompagne cette "libre entreprise". Il ne s'agit ni d'"excès", ni de "bavures". La tâche des flics est d'être les chiens de garde de la bourgeoisie pour assurer la "paix civile" indispensable non seulement à la défense de ses profits, mais aussi aux préparatifs impérialistes de guerre contre le bloc soviétique. Le lien entre la campagne de terreur policière et la nouvelle guerre froide est justement fait par la campagne d'hystérie "antiterroriste" antiarabe et anticommuniste.

Les appétits bonapartistes de la police à échapper à tout contrôle, et qui sont alimentés par le gouvernement revanchard du 16 mars, s'expriment ainsi au travers de ce mystérieux "Front français de libération" -- de toute évidence un groupement à l'intérieur de la police ou de la DST -- qui menace d'appliquer "la loi du talion" contre les Arabes en France, accusés d'être des agents chiïtes, si les Français détenus au Liban ne sont pas libérés. Ce groupe

représente des flics qui cherchent à peser même sur la politique étrangère au travers de l'affaire des otages!

LA CAMPAGNE RACISTE ET LE BONAPARTISME POLICIER

Comment la flicaille ne se croirait-elle pas tout permis quand elle voit Pandraud, le ministre de la "Sécurité", nommer chargé de mission Rémy Halbwax, chef d'un "syndicat" policier ultra-réactionnaire révoqué pour cette manifestation de flics (dont de nombreux armés) organisée le 3 juin 1983 contre le gouvernement, et qui avait brutalement fait surgir le spectre d'un coup d'Etat bonapartiste!

Après cette manifestation, nous avons écrit: "Le sang se glaçait au spectacle offert par les chiens de garde du capital (dont le rôle, dépourvu d'ambiguïté, est de préserver le 'droit' des patrons de faire des profits et d'exploiter les travailleurs) [et qui] faisait partie des tentatives incessantes des flics d'échapper aux entraves de la démocratie bourgeoise. Leurs appétits bonapartistes s'expriment de plus en plus ouvertement ces derniers mois quand les flics abattent des 'suspects' -- principalement de jeunes Maghrébins --, s'arrogeant eux-mêmes les rôles de juge, de jury et de bourreau [...]. avec la bénédiction des sociaux-démocrates qui ont légalisé les appétits des flics dans les nouvelles lois sur les contrôles d'identité" (*le Bolchévik*, n°40, juin 1983).

C'est sur le fumier de la campagne anti-immigrés lancée par la "gauche" au gouvernement que se sont développées les "bavures" policières, ainsi que la vermine fasciste qui se charge de la partie "illégal" de la terreur raciste et antiouvrière. Gardes à vue prolongées, perquisitions arbitraires, délits de "sale gueule", rafles gestapistes, camps de "réten-tion"-concentration -- une politique systématique de terrorisation des

travailleurs immigrés pour en faire cette main-d'oeuvre taillable et corvéable à merci dont le capital a besoin pour son "armée de réserve industrielle". Et les racistes sans uniforme peuvent désormais croire la chasse aux immigrés ouverte et tirer, sous n'importe quel prétexte (bruit ou autre), sur des immigrés et des beurs, comme le 31 août à Alençon où Pierre Aoucher, 22 ans, d'origine maghrébine, a été tué d'une balle tirée d'un 22 long rifle. La droite revancharde au pouvoir aujourd'hui ne fait que finir le sale boulot commencé par la "gauche": mettre au pas la classe ouvrière, et au premier chef sa composante immigrée qui a été le fer de lance des grèves contre l'austérité "de gauche".

EMPRISONNEZ LES FLICS ASSASSINS!

La remise en liberté de Burgos et Laignel (après une détention toute symbolique de cinq jours -- "indépendance" de la "justice" oblige!) est un encouragement pur et simple au crime. Ils doivent être immédiatement jetés en prison et jugés. Mais nous ne pouvons pas plus avoir confiance dans la "justice" de l'Etat bourgeois que dans sa police. Seule une mobilisation, s'appuyant sur la puissance de la classe ouvrière, peut faire que justice soit rendue! A chaque exaction policière, à chaque provocation fasciste, à chaque mesure scélérate du gouvernement, le mouvement ouvrier doit jeter toutes ses forces dans la lutte -- une riposte qui est partie intégrante du combat contre l'austérité capitaliste et les menaces impérialistes de guerre. Il doit mettre en avant la défense des travailleurs immigrés -- indispensable à l'unité de lutte de la classe ouvrière: Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille! A bas toutes les mesures de discrimination raciale! Flics hors des quartiers immigrés! Les travailleurs, immigrés et jeunes sont des cibles toutes désignées: c'est une mesure élémentaire de protection que d'organiser des groupes ouvriers/immigrés d'autodéfense, basés sur les syndicats, contre la terreur policière et fasciste.

L'organisation de jeunesse du PCF a appelé à une manifestation le 6 septembre contre la "pasquamanie". La direction du PCF s'active surtout depuis que des Blancs sont devenus eux aussi la cible des policiers, et elle canalise la colère légitime des travailleurs et des jeunes dans une impuissante protestation libérale ("Stop, laissez-nous vivre!") et, pire encore, dans une défense de... la flicaille, victime elle aussi d'une "politique qui crée l'insécurité et qui aggrave le divorce entre policiers et citoyens" (*l'Humanité*, 5 août)!! En réaffirmant bien fort son attachement à l'Etat bourgeois

-- dont la police est, avec l'armée, le coeur même --, les réformistes du PCF cherchent à gagner les faveurs de cette fraction de la bourgeoisie, inquiète du discrédit croissant de la police.

Même inquiétude du côté de SOS-Racisme qui, dès la rue Mogador, a mené campagne contre Pasqua et Pandraud. Suivi en cela par la LCR de Krivine dont la seule réaction a été jusque là d'appeler à "démissionner" Pasqua et Pandraud (*Rouge* n°1217, 10-16 juillet). Epurer le gouvernement Chirac?! Mais SOS-Racisme ne fait même pas mystère de son objectif: "apaiser les tensions" (*le Monde*, 7 août). Son vice-président, Monsieur Julien Dray -- celui qui a osé dire que les flics assassins étaient des "victimes"! -- a précisé clairement: "Nous ne voulons ni d'un racisme antijeunes ni d'un racisme antiflics. Nous disons simplement qu'il est grand temps de rétablir la confiance entre les citoyens et ceux chargés de les protéger" (*le Monde*, 13 août). En résumé, "Touche pas à mon flic!" Prêcher la confiance dans la police, c'est jeter les futures victimes -- ouvriers, jeunes, immigrés -- dans les bras de leurs bourreaux!

Aucun "prêche", aucune "meilleure formation", aucune épuration des "brebis galeuses" ne permettront jamais une utopique "démocratisation" de la police, lui rendant sa "mission" qui serait, selon SOS-Racisme ou les réformistes du PS et du PCF, de "protéger les honnêtes gens". La police est, dans sa totalité, une institution dont la fonction même est de défendre, par la violence, l'exploitation et l'oppression capitalistes. En tant que constituant de l'Etat bourgeois, la police, tout comme l'armée, ne pourra être réformée, mais brisée. Seul un gouvernement ouvrier, reposant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, expropriant la bourgeoisie et écrasant la résistance de la classe exploiteuse, pourra mettre une fois pour toutes hors d'état de nuire les bandes armées du capital. ■

—LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE—

tendance spartaciste internationale

15 F

Lutte ouvrière : économisme et étroitesse nationale

inédits :

Qu'est-ce qu'une direction révolutionnaire? (Slaughter)
La Spartacist League, la minorité et VO (Gordon)

A paraître prochainement

Cette brochure couvre l'essentiel des débats que nous avons eus dans *le Bolchévik* avec les camarades de LO après le 10 mai 81, et comprend deux textes inédits: une polémique contre l'économisme écrite en 1960 par Cliff Slaughter, de la SLL britannique healyste, et un document de 1968 dirigé contre la fraction minoritaire de la Spartacist League/US qui formera par la suite Spark, organisation soeur de LO aux USA.

Pour contacter la LTF

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Toulon: le vrai visage des fascistes

5 septembre -- Quatre fascistes, dirigeants de SOS-France, s'apprêtaient à faire de la nuit du 17 août une nouvelle nuit de terreur raciste à Toulon. Une erreur de manipulation, et l'état-major de SOS-France a volé en morceaux, pulvérisé dans l'explosion de la bombe que cette racaille destinait à la Maison des jeunes, qui avait abrité SOS-Racisme et le MRAP, ou encore à un lieu fréquenté par les Maghrébins. Chaque militant et chaque ouvrier ayant une conscience de classe n'ont vu que justice dans le fait que ces tueurs racistes ont connu le sort qu'ils réservaient à leurs victimes. Mais la bombe de Toulon est un avertissement: la pègre fasciste s'organise pour tuer. Là est le vrai visage des sbires de Le Pen. Pour les travailleurs et tous les opprimés, engager une riposte puissante et déterminée est une question de vie ou de mort.

Bien que cherchant évidemment à se démarquer de SOS-France, Piat, secrétaire départementale du Front national (FN), n'a pu s'empêcher de les blanchir, émettant "l'hypothèse d'un meurtre téléguidé permettant de décapiter une organisation et de créer le doute et l'amalgame à l'encontre d'une formation politique [lire le FN]" (*Libération*, 19 août). Amalgame? Noblia, le chef du commando de Toulon, était le fondateur du FN à La Seyne-sur-Mer, à côté de Toulon, et son candidat aux municipales de 1984. Écarté de la tête de liste en 1985, il formera une liste dissidente, néanmoins "fidèle aux idées de Jean-Marie Le Pen". Mais il réintégrait peu après le bercail, avant d'aller fonder, début 85, SOS-France. Ses militants et ceux du FN se retrouveront à s'entraîner ensemble aux sports de combat dans les locaux toulonnais de "la Maison du para". Son programme est la guerre raciale: "Nous vivons une situation d'invasion étrangère. SOS-France est une organisation de résistance et de libération" (*Le Monde*, 20 août). Et ils sont passés à l'action: sous le nom de "Commandos de France contre l'invasion maghrébine", ils ont signé en mai et juin six attentats à la bombe dans les quartiers immigrés de Marseille et du Var. Attentats qui s'ajoutent à la dizaine de plasticages, matra-

ques et meurtres dans lesquels sont impliqués des militants du FN. Rappelons-nous Philippe Brocard, sympathisant du PS, assassiné en mars dernier par un commando de "colleurs d'affiches" du FN. Il ne manque pas de symbiose entre les groupes fascistes paramilitaires et le FN "légaliste", qui leur sert de couverture et de réservoir. Les poseurs de bombes mettent en oeuvre le programme de haine raciale et anti-ouvrière que les élus "respectables" lancent du haut de la tribune parlementaire.

La presse bourgeoise a rendu compte, avec un empressement plein de panique, que les quartiers maghrébins de la basse-ville à Toulon se sont mobilisés après le 17 août, constituant même une milice de protection. Ahmed Touati, représentant de SOS-Racisme à Toulon, déclara à *Var Matin République* (21 août): "Nous allons former une milice non armée pour surveiller le quartier, car il reste encore des groupes d'extrême droite très dangereux. Ces comités de vigiles composés d'une centaine d'hommes porteurs d'un brassard vert, couleur de l'espérance, seront chargés d'assurer notre protection." Mais, le lendemain, il n'est plus question que d'un "comité de solidarité", "un petit groupe de femmes et d'enfants" (*Var Matin République*, 22 août). Pour SOS-Racisme, il s'est agi en fait de canaliser le mécontentement et la volonté -- légitimes -- de se défendre en une pression sur les "autorités publiques" afin qu'elles protègent la communauté.

La "protection" de l'Etat bourgeois, les immigrés de Toulon sont bien placés pour savoir ce qu'ils peuvent en attendre. En un an, pas moins de six attentats à la bombe contre des cafés maghrébins de Toulon. Tous impunis. *Libération* du 22 août révèle que "les enquêteurs surveillaient déjà ces quatre hommes, les soupçonant d'être des activistes". Une "surveillance" policière qui ne les empêchera pas d'aller commettre un nouvel attentat dans la nuit du 17 au 18 août! Il faudra attendre cette explosion accidentelle pour que la police "découvre" que SOS-France et les "Commandos de France" ne faisaient qu'un. La police est, en

fait, une véritable pépinière de fascistes -- témoin ce Pelou, secrétaire départemental de SOS-France et... flic. La police, quand elle débarque dans les quartiers immigrés, c'est pour y faire ses rafles gestapistes. La "justice" de l'Etat bourgeois, elle, relâche, après cinq jours de détention symbolique pour port d'arme prohibée, Bagur, le chef de "la Maison du para", qui a pourtant publiquement proclamé son intention de reprendre le flambeau de Noblia à la tête des terroristes de SOS-France. Et dès sa sortie de prison, il prévient, menaçant: "Maintenant, je serai méchant" (*Var Matin République*, 26 août). C'est aussi en toute tranquillité que la vermine fasciste rassemblée pour l'enterrement de Noblia et Cie peut lancer, en guise d'oraison funèbre, un nouvel appel au meurtre: "Votre exemple devra être une ligne de conduite. Soldats vous étiez, soldats vous êtes morts. Votre combat est le nôtre. Nous continuerons. Dieu fasse que nous nous montrions dignes de vous" (*Le Monde*, 30 août).

Le MRAP et les réformistes du PCF, qui veulent un Etat bourgeois "propre", demandent la dissolution de SOS-France. Mais la bourgeoisie et son Etat ne peuvent combattre les fascistes. Pas même un Etat bourgeois administré par la "gauche". (Cinq ans de gouvernement de ces gérants loyaux du capitalisme, et notamment leur politique antisoviétique et anti-immigrés, n'ont fait que gonfler les voiles des fascistes.) La présence de ce politicien bourgeois qu'est le maire UDF de La Seyne-sur-Mer, Scaglia, à l'enterrement des quatre tueurs racistes n'est pas en effet une "bavure". Pas plus que le nom de Noblia sur les listes municipales du RPR en 1977, ou encore la présence du vice-président de SOS-France, Ricard (qui a sauté en compagnie de Noblia), aux côtés de Arreckx, le président du conseil général du Var, et de Léotard pendant les cantonales de 1985.

Aujourd'hui, les fascistes servent à la bourgeoisie d'auxiliaires, "illégaux", pour terroriser les travailleurs, et notamment les immigrés, plus vulnérables. Elle les tient aussi en réserve pour demain, où, en cas de crise aiguë, ils lui serviront à

écraser la classe ouvrière et à détruire ses organisations.

Contre la peste brune, les travailleurs et immigrés ne peuvent compter que sur leur propre force, sur leur mobilisation et leur organisation. Les appels impuissants à l'Etat bourgeois et la couarde inaction des directions réformistes du mouvement ouvrier (couvertes par ceux qui, comme Lutte ouvrière, ont prétendu pendant des mois qu'il n'y avait pas de danger fasciste) n'ont que trop longtemps laissé les mains libres à cette racaille. Les tâches d'autodéfense sont plus que jamais à l'ordre du jour. Mais il ne s'agit pas de laisser les ghettos immigrés s'organiser seuls face aux fascistes et aux flics. La soi-disant "milice" de SOS-Racisme n'aurait pu être que symbolique, surtout à Toulon, une ville où Le Pen compte jusqu'à 50% de soutien électoral dans certains quartiers, où rafles et plasticages sont le quotidien des immigrés, où les ex-paras parquent dans les rues en bérets verts et rouges. Ce qu'il faut faire face à la terreur fasciste est bien illustré par l'exemple de Chicago, aux USA, en 1975. En réaction aux attaques répétées contre la maison d'un Noir, travailleur dans l'automobile, une section syndicale de l'auto, à l'initiative de nos camarades américains, décida de former une brigade, racialement intégrée, de défense armée, bientôt rejointe par d'autres sections d'autres syndicats, et de monter la garde devant la maison. Cette action ouvrière assura effectivement la protection que la police bourgeoise refusa de lui donner. C'est en effet aux syndicats (qui organisent la seule force qui a la puissance et l'intérêt d'écraser les fascistes: le prolétariat, avec sa composante immigrée) qu'incombe la responsabilité de constituer des groupes de défense unissant ouvriers, immigrés et habitants des quartiers. A Toulon, l'ossature devrait en être assurée principalement par les syndicalistes des chantiers navals de La Seyne-sur-Mer -- cibles eux-mêmes de la bourgeoisie dans l'actuelle vague de licenciements.

La classe ouvrière ne peut combattre l'exploitation capitaliste qu'en combattant aussi ceux qui en sont les chiens de garde les plus barbares, les fascistes. Et nous en finirons une fois pour toutes avec cette racaille en en finissant avec ce système d'oppression et d'exploitation.

Hernu ...

Suite de la page 12

Face à la trahison de tous les appareils réformistes, les beurs peuvent être tentés par le repli sur le ghetto. Mais la grève de la faim, au mois de juin, des deux membres de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue (cf. *le Bolchévik* n°65, "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!") a montré à quel point cette tactique était impuissante et désespérée: à force de tendre l'autre joue, les beurs ont fini... dans les bras des curés, comme le père Delorme.

Pour lutter contre l'offensive de la réaction, il faut avancer la revendication des pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille. Pour se défendre contre la terreur des flics et des fascistes, ce sont des milices ouvrières multiraciales, basées sur les syndicats, qu'il faut construire. Flics hors des quartiers immigrés! Pour gagner la classe ouvrière à ce programme, il est nécessaire de forger un parti léniniste multiracial qui arrache la direction du mouvement ouvrier aux sociaux-chauvins du PCF et aux sociaux-démocrates du PS qui, de Greenpeace à Villeurbanne, sont les champions de la course à la guerre nucléaire contre l'Union soviétique et de la terreur anti-immigrés. Les jeunes beurs qui veulent sortir de la double impasse du réformisme et du repli sur le ghetto doivent se joindre au combat pour la révolution socialiste, dans un parti tribun du peuple qui rallie tous les opprimés autour de la classe ouvrière. La Ligue trotskyste

offre cette perspective à tous ceux qui veulent lutter sérieusement contre l'oppression raciale et pour écraser la racaille fasciste: il faudra une lutte longue et opiniâtre pour gagner la classe ouvrière à ce programme capable d'en finir avec ce capitalisme à l'agonie. Seule la révolution socialiste jettera les bases matérielles pour une société débarrassée de l'oppression et de la ségrégation raciale.

Régression ...

Suite de la page 12

viaires, les cheminots peuvent paralyser toute l'économie et ouvrir ainsi une brèche dans laquelle peuvent s'engouffrer les travailleurs de Renault, des chantiers navals, de la sidérurgie... -- prenant à la gorge les patrons et leur gouvernement et posant la question inévitable: qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, est le maître dans la maison?

C'est précisément ce que veulent éviter les bureaucraties syndicales réformistes; Bergeron en conseiller gouvernemental anti-68, Maire en voix de son maître Séguin. Krasucki, lui, se satisfait de ses journées d'"action", "coups de poing" et autres "surveillances d'usines". Mais dans l'automobile qui reste une industrie stratégique pour les profits patronaux et pour sa force de frappe ouvrière, le gouvernement attaque à Renault. A la veille des déclarations provocatrices de Douffignies, la direction de la Régie Renault communiquait la liste des 27 délégués syndicaux -- dont 24 de la CGT -- qu'elle déci-

dait de licencier dans la foulée des 853 licenciements à Billancourt. Elle se permet, dans le même temps, d'attaquer en justice six militants de la CGT. La procédure de licenciements était engagée depuis le 25 juin; mais ce n'est que le 30 juillet -- soit 24 heures avant la fermeture annuelle de l'usine! -- que les dirigeants réformistes de la CGT ont appelé à un rassemblement-manifestation au cours duquel ils ont avancé comme "solution" la fermeture des usines de la Régie en Yougoslavie et en Espagne et d'arrêter l'"aventure" américaine (comprendre: Renault doit retirer son capital d'AMC aux USA).

Les "tactiques" syndicales sont intimement liées au programme que se fixe la lutte. L'appel chauvin et sans espoir au "Producteurs français" est directement opposé à une véritable contre-offensive ouvrière parce qu'il lie d'emblée les ouvriers à leur propre capitalisme. Ce n'est que la version "syndicale" de la thèse mensongère des patrons qui fait dépendre le sort des ouvriers de la "bonne marche de l'entreprise". L'exemple des chantiers navals est clair. Au lieu d'occuper les chantiers de La Seyne et de Dunkerque et de prendre en otage les bâtiments en construction pour exploiter au maximum le peu de temps qu'il reste avant les lettres de licenciements, les bureaucrates syndicaux ont laissé le patronat manoeuvrer en dispersant les énergies militantes d'"actions" coups de poing en barrages d'autoroutes. Mais, même avec des tactiques combattives, la lutte de la Normed ne peut déboucher que si elle se lie aux autres secteurs industriels sous le feu de la rage

destructrice du patronat.

Pour mener la classe ouvrière à la victoire, il lui faut une nouvelle direction qui combatte sur un programme ferme: La grève, c'est l'arrêt de la production. Pour unifier les grévistes, rallier les hésitants, organiser la défense de la grève, il faut des piquets de grève. Les immigrés composent le coeur de l'industrie: Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés! Ne faites pas les valises, luttons ensemble! Contre la bourgeoisie qui nous mène à la déchéance et à la guerre, la seule perspective sérieuse, c'est un gouvernement ouvrier pour exproprier les capitalistes et mettre les richesses extraites du travail au service de l'humanité.

LE BOLCHEVIK
Abonnez-vous!

30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (avion: 60F)
Etranger: mandat poste international

NOM: _____

TEL: _____

ADRESSE: _____

Le Bolchévik: B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Chirac-Séguin: feu sur l'emploi et les acquis sociaux

Arrêtons la régression sociale!

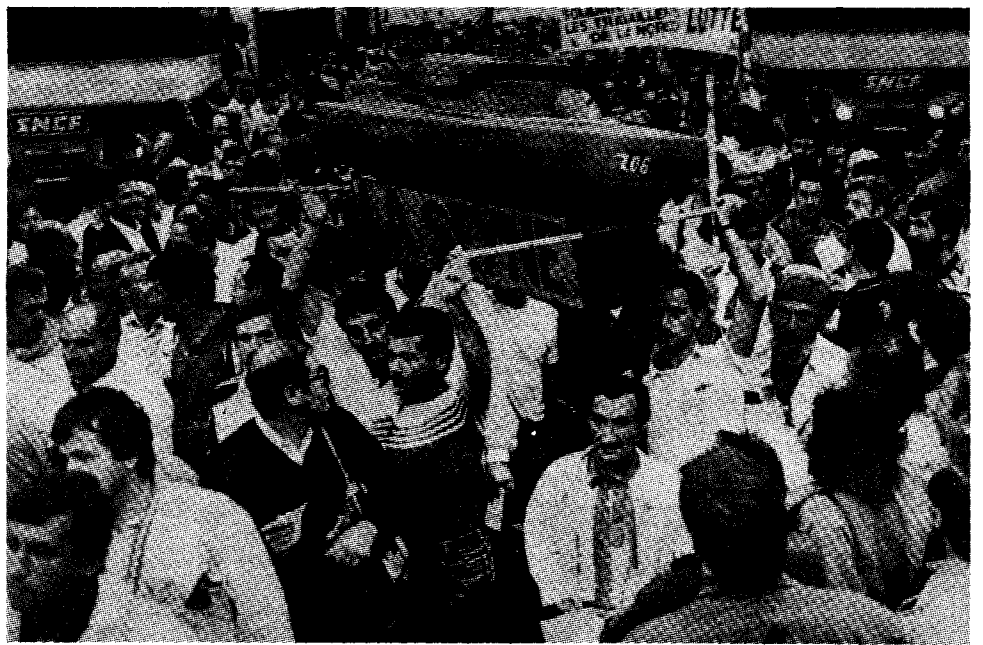
9 septembre -- Le gouvernement Mitterrand-Chirac, conseil d'administration de la bourgeoisie française, a abattu ses cartes par la voix de Séguin, le ministre des Affaires sociales. Il a martelé sur les ondes et dans la presse que 2 à 2,5 millions de chômeurs était le chiffre "incompressible", que des millions de travailleurs devaient se résigner à la déchéance des "petits boulots" peu rémunérés et précaires. Ils jettent le masque. Finies les déclarations sur "l'objectif numéro un, c'est l'emploi!"

Pour maintenir coûte que coûte son taux de profit, le capital jette de plus en plus de travailleurs productifs au rebut et dans une réserve à surexploitation. C'est ce qu'a franchement expliqué Séguin en prenant exemple sur le Japon qui maintient "un immense secteur de sous-traitance où sont employés les travailleurs âgés ou peu qualifiés, sans limitation des horaires ou sans salaire horaire minimum" (le Monde, 8 août).

Quelques jours après ces déclarations, on "apprenait" qu'un "sans-emploi" sur deux ne toucherait pas d'allocations chômage. Dans le même temps, le gouvernement préparait de nouvelles attaques contre la sécurité sociale. Séguin est venu apporter les raisons "scientifiques" de l'ordonnance adoptée au Conseil des ministres

du 6 août qui généralise et libère quasi complètement l'usage des contrats de travail à durée déterminée et à temps partiel ou temporaire "pour des emplois qui comportent par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées" (Ibid.) Il s'agit là de la destruction d'une des fragiles barrières qui limitaient le droit des patrons à embaucher et à licencier selon "des formes de travail qui répondent à leurs besoins".

Marchais, secrétaire général du PCF, déclare dans une conférence au Club de la presse sur Europe-1: "Les Français qui réfléchissent ne peuvent ignorer qu'on leur avait promis le plein emploi depuis 1970. Depuis seize ans! [...] Ils vous ont trompés" (l'Humanité, 8 septembre). Mais la direction du PCF, qui a siégé au gouvernement Mitterrand-Mauroy, n'a-t-elle pas elle aussi promis le plein emploi avec des schémas aussi utopiques que la relance par l'augmentation de la consommation en augmentant le pouvoir d'achat ou en "taxant les riches", ou, pire encore, parce que dangereusement chauvin, par le fameux "Produisons français". Pour les marxistes, il n'y a pas réellement de plein emploi dans le capitalisme. Le capital a besoin d'une "armée industrielle de réserve" qui permette de faire pression sur les



23 juillet -- Les ouvriers des chantiers navals de La Seyne et de la Ciotat manifestent à Paris.

salaires en évitant la concurrence des entreprises pour la force de travail. En période "normale", ce "volant" se trouve dans le réservoir de main-d'oeuvre que constituent les pays sous-développés où l'on va chercher les travailleurs immigrés et où on les renvoie.

Mais la crise qui ravage le capitalisme partout aujourd'hui ne se satisfait plus de cela. Il a besoin de gonfler démesurément et de façon stable une "armée industrielle de réserve", de chômeurs et de travailleurs marginalisés -- pour la plupart des femmes et des jeunes, notamment des beurs. Sous peine de déchéance, la classe ouvrière ne peut accepter de voir sa plus grande partie transformée en miséreux, vivant des miettes d'une société en décomposition. Il faut lutter pour l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire la répartition du travail existant entre toutes les mains ouvrières, et pour l'échelle mobile des salaires. La possibilité ou non de gagner sur ces revendications n'est qu'une question de rapport des forces. C'est la lutte qui tranchera. Et c'est pré-

cisément au travers de cette lutte que les travailleurs comprendront la nécessité de détruire l'exploitation capitaliste.

Dans une interview au Monde (7 août), le ministre des Transports, Douffiagues, a révélé les intentions du gouvernement de s'attaquer au statut des cheminots. Il a même menacé de "réactions de type soujadiste de l'opinion publique [...] contre ceux qui apparaîtraient comme des nantis". La SNCF est un nouveau test, cette fois contre les secteurs dits "privilégiés" qui conservent une certaine garantie de l'emploi -- la fonction publique, l'EDF-GDF, la RATP... Il s'agit pour les chantres du "libéralisme" de briser la résistance démontrée jusqu'à présent par les travailleurs de la SNCF, qui ont été capables de faire reculer par une riposte immédiate et générale le précédent gouvernement Mitterrand-Fabius. Une grève générale à la SNCF contre les projets Douffiagues pourrait être le catalyseur d'une grève générale contre ce gouvernement. En paralysant les transports ferro-

Suite page 11

Villeurbanne - Hernu chasse les immigrés A bas la ségrégation raciale!

"Charles Hernu est un élu à poigne et il veut que ça se sache." Ainsi commence l'article de Libération (19-20 juillet) sur le scandale raciste de la cité Jacques-Monod, dans la banlieue de Lyon. En effet, "Charles le Terroriste", assassin de Greenpeace, vient encore de se distinguer par ses méthodes "expéditives" à Villeurbanne, commune dont il est le maire. Au mois de juillet, il fait appel au préfet de police pour expulser de leur logement deux familles d'origine maghrébine de la cité Monod; et pour que l'affaire soit bien achevée, il demandait d'engager une procédure d'expulsion du pays! Une demande qui serait traitée directement par le ministre de l'Intérieur, Charles (nous-couvrons-nos-flics) Pasqua. Bien entendu, la réaction a applaudi des deux mains: "L'attitude des socialistes de Villeurbanne est exemplaire. Ils savent qu'on ne fait pas de la bonne politique avec de bons sentiments" (le Figaro, 19-20 juillet).

Le prétexte de cette provocation raciste? Du bruit pendant le ramadan,

quelques actes de vandalisme: l'alibi ordinaire des crimes et meurtres racistes. Non, il ne s'agit pas là d'un quelconque faux pas involontaire d'Hernu (qui venait d'être choisi pour participer aux travaux du "Conseil européen pour la prévention de la délinquance"), mais bien de l'expression nue de la terreur anti-immigrés, version "socialiste". Hernu a bien choisi son moment: en pleine discussion au Parlement des lois anti-immigrés de Pasqua. En fait, ce sont les gouvernements "socialistes" précédents qui avaient donné le feu vert à ce déferlement d'hystérie raciste; rien d'étonnant à ce que les maires sociaux-démocrates soient les premiers à utiliser l'arsenal des mesures anti-immigrés! A bas les lois scélérates! Mais Hernu se fiche de toute façon de la "légalité" de sa "chasse au faciès" -- il veut expulser non seulement les soi-disant malfaiteurs, mais leurs parents aussi! Ainsi, souligne-t-il son approbation à l'arbitraire policier bonapartiste prôné par Pasqua. Pas d'expulsions,

ni de la cité Monod, ni du pays! Abolition des CRS et des autres forces d'"exception" anti-ouvrières et anti-immigrés!

La ségrégation raciale est une politique systématique dans les mairies PS, à commencer par la plus grande d'entre elles, Marseille (cf. le Bolchévik n°58, novembre 1985, "Raid policier sur la cité Bassens, Marseille: Ségrégation-City"). Et dès qu'apparaissent les tensions qu'engendre nécessairement la ségrégation raciale, Hernu fait donner la flicaille, histoire de bien montrer qui terrorise qui dans cette société gangrénée par le racisme. Quand Hernu a été élu, il a commencé par faire raser la cité Olivier-de-Serres, véritable ghetto où étaient parqués des centaines d'immigrés maghrébins dans des logements délabrés. A la place, il a fait reconstruire 250 logements accueillants, réservés aux Français; les anciens habitants sont dispersés dans les communes et quartiers voisins. Hernu a fixé le quota raciste: seules douze familles auront le droit

de rester dans le quartier rebaptisé Jacques-Monod, dans des maisons concentrées à l'extrémité de l'ensemble, face à un mur d'usine sans espace de jeux, sans herbe. D'après le journaliste du Nouvel Observateur qui s'est rendu sur place, "là où il y avait une voie de passage entre les deux zones [la partie européenne et la partie maghrébine], on installe une énorme porte métallique, avec serrure de sécurité et judas vitré. Il n'y a plus qu'à mettre un gardien, et c'est la prison Saint Paul", dit une femme" (25-31 juillet). Ou, peut-être plus précisément, le ghetto de Varsovie.

Tous ceux qui veulent se battre contre la terreur raciste n'ont rien à attendre des stalinistes, des sociaux-démocrates ou de leurs suivistes de SOS-Racisme qui ne font que revendiquer un... "fonctionnement normal des institutions" (Matin-Lyon, 9 août): c'est-à-dire pour l'application stricte des lois discriminatoires mises en place par Dufoux, Joxe et Pasqua!

Suite page 11